

# Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1178 - 18 janvier 1991 - prix : 8 F

le "droit international"  
c'est la loi  
des multinationales !

# A BAS LA GUERRE

M 6189 - 1178 - 8.00 F



Après l'expiration de l'échéance du 15 janvier, la guerre dans le Golfe semble désormais imminente.

Si elle éclate et quoi qu'en dise Mitterrand qui a appelé le 16 janvier au soir à la «cohésion nationale» pour cette guerre qui sera d'après lui une guerre pour «le droit», ce n'est rien d'autre qu'une guerre pour le compte des compagnies pétrolières. Une guerre d'une coalition des pays les plus riches contre un pays pauvre.

Dans cette guerre, la France sera engagée, le vote des députés, mercredi 16 janvier, l'a confirmé s'il en était besoin. Elle sera engagée, d'abord avec seulement quelques milliers de soldats, et après on ne sait pas, car on sait comment les guerres commencent mais pas comment elles finissent.

C'est une guerre qui coûtera beaucoup à tous les travailleurs du pays, non seulement financièrement parce que les dépenses en retomberont sur eux; mais moralement, parce que c'est une guerre dans laquelle ils partageront la honte d'appartenir à un pays qui la livre.

Hussein est un dictateur ? Oui. Mais c'est son peuple qui en est victime, pas ceux des Etats-Unis, de France ou de Grande-Bretagne ! Quant aux émirs du Koweït à qui Hussein a pris leurs richesses parce qu'ils voulaient l'étrangler, les travailleurs de France n'ont pas à défendre leurs intérêts. Dans cette guerre, on veut leur faire défendre les intérêts des banquiers des Etats-Unis, de la France et de l'Angleterre, des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Croisade des démocraties contre une agression ? A d'autres ! Combien de sang avec les répressions en Algérie, au Maroc, en Tunisie, à Madagascar, en Indochine, les gouvernements «démocratiques» français ont-ils sur les mains ? Et les USA ? Et leurs alliés actuels du Conseil de Sécurité de l'ONU : la Chine de la place Tien An Men et l'URSS de la répression en Lituanie ! Quand on nous parle de défendre l'agressé contre l'agresseur, on se moque cyniquement de nous.

Pourtant, depuis le 15 janvier, tous ces gouvernements sont prêts à déclencher une guerre meurtrière. Ils sont prêts à écraser sous les bombes et les obus la population des villes irakiennes. Ils sont prêts à vouer aux horreurs de la guerre moderne des

français, meurent dans les sables pour les intérêts des capitalistes, des banquiers et des pétroliers ; qu'ils ne veulent pas que des populations civiles soient martyrisées et massacrées pour que quelques grandes puissances continuent à régenter la planète

# À BAS LA GUERRE !

millions de femmes, d'enfants et de vieillards qui n'y sont pour rien et ne peuvent se défendre.

Voilà ce dont les gens qui nous gouvernent ici à Paris sont complices et dans quoi ils vont nous engager.

Sans doute, nous n'avons plus beaucoup de moyens d'empêcher cela. Des manifestations ont eu lieu aux USA, en France et ailleurs en Europe. Mais ces manifestations, pour importantes qu'elles aient été, ne sont pas suffisantes pour empêcher la guerre d'éclater. Les hommes d'Etat ne craignent les manifestations que lorsqu'elles sont l'annonce d'autres manifestations plus larges et de moins en moins pacifiques, voire de grèves.

Pourtant, si au point où ils en sont, nous ne pouvons pas empêcher nos gouvernants de commencer la guerre, nous pouvons, si nous sommes de plus en plus nombreux à le vouloir, les empêcher de la continuer et les obliger à l'arrêter. C'est la pression de l'opinion publique qui a obligé les USA à se retirer du Vietnam.

Et puis même si nous ne pouvons être certains que nos protestations soient efficaces par elles-mêmes, les travailleurs d'ici ont le devoir de dire et de faire savoir qu'ils ne veulent pas être complices de ce qui se prépare, qu'ils ne veulent pas que des soldats, qu'ils soient américains, anglais ou

en fonction de leurs intérêts, qu'ils ne veulent pas rester silencieux devant cette horreur que l'on va commettre en leur nom, «au nom du peuple français» comme ils disent.

Il y a des travailleurs dans tous les pays du monde, des USA aux pays arabes. Les travailleurs de France doivent leur faire savoir - et si nos protestations n'avaient que cet effet-là, cela les justifierait amplement - que cette guerre n'est pas leur guerre et qu'ils n'en sont pas complices.

Car au moment où le monde s'enfonce peut-être dans un conflit meurtrier, il est urgent de proclamer que seuls, les travailleurs du monde entier auraient les moyens d'ouvrir une issue à cet engrenage de conflits sans fin auquel le système capitaliste condamne la planète.

L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER

En Europe,  
aux USA



# LES MANIFESTATIONS CONTRE LA GUERRE

A l'approche de l'échéance du 15 janvier, les manifestations se sont multipliées, témoignant de l'inquiétude croissante d'une fraction de l'opinion et de son hostilité à la guerre, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays engagés dans la croisade anti-irakienne.

A Paris, la manifestation du samedi 12 janvier - à laquelle participait Lutte Ouvrière - a regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes, c'est-à-dire sans doute dix fois plus que les précédentes manifestations, lorsque la guerre paraissait encore improbable à beaucoup. Dans de nombreuses villes de province aussi des milliers de personnes ont manifesté le même jour.

Le même week-end, des manifestations ont eu lieu dans les autres capitales d'Europe ; à Berlin et dans d'autres villes d'Allemagne, à Londres, à Rome, les manifestants étaient chaque fois des dizaines de milliers.

Aux USA, les opposants à la guerre ont manifesté le 12 à Washington devant la Maison Blanche et le Capitole, à Los Angeles, à Philadelphie, à Portland, etc. Le souvenir de la guerre du Vietnam est encore présent, et à la manifestation de Los Angeles c'est un ancien blessé du Vietnam, Ron Kovic, devenu célèbre par son livre *Né un 4 juillet* dénonçant cette guerre, qui

appelait à refuser farouchement de «laisser tuer et mutiler nos jeunes». Et de nouvelles manifestations ont encore eu lieu le mardi 15, date de fin de l'ultimatum, où des manifestants brûlaient le drapeau américain non loin de la Maison Blanche.

En Europe aussi, des manifestations ont encore eu lieu les jours suivants. A Paris, mercredi 16 janvier, le préfet de police avait interdit la manifestation prévue dans la soirée en cas de déclenchement de la guerre. L'interdiction n'est pas restée sans réponse. Une manifestation d'une dizaine de milliers de personnes a eu lieu le matin, et des manifestations ont encore eu lieu l'après-midi.

En Italie - dont le gouvernement est lui aussi partie prenante de l'expédition militaire dans le Golfe - l'approche de la guerre a suscité l'effervescence dans la jeunesse des écoles et des facultés, qui est massivement descendue dans la rue. Des manifestations ont eu lieu un peu partout, mardi 15 janvier, notamment dans le centre de Milan qui, selon la presse, est resté bloqué pendant plusieurs heures par une manifestation de trente mille étudiants.

Et puis, à l'approche de la guerre, l'émotion était de plus en plus perceptible dans nombre d'entreprises. Des débrayages ont eu lieu,

notamment le 15 janvier, en ce qui concerne la France, dans le cadre de l'appel à une grève symbolique d'un quart d'heure lancé par la CGT mais aussi souvent selon d'autres modalités. Ce sont souvent plusieurs centaines de travailleurs qui ont participé au débrayage comme aux usines Bata, en Moselle, au Crédit Lyonnais à Paris, dans différents centres de la Sécurité sociale... et certainement dans bien d'autres entreprises pour lesquelles nous n'avons pas eu d'informations directes.

Sans doute, par rapport à ce qu'il faudrait comme mobilisation pour arrêter les gouvernements, toutes ces manifestations sont encore bien faibles. Ceux qui sont convaincus qu'il faut lutter contre la guerre sont encore bien peu nombreux en regard de tous ceux qui se laissent intoxiquer par les mensonges gouvernementaux, ou surtout de tous ceux, et ce doit être les plus nombreux, qui sentent bien que cette guerre n'est pas la leur, que ce n'est qu'une guerre pour le pétrole et les profits des trusts, mais qui pensent qu'ils n'y peuvent rien.

Mais justement c'est peut-être à travers les protestations qui naissent aujourd'hui que cela peut être surmonté et que, en particulier, les travailleurs peuvent commencer à prendre

conscience de la force qu'ils représentent.

Si dans tout le pays des milliers et des milliers d'ouvriers, d'employés, arrêtent le travail, débrayent, manifestent pour dire leur opposition à la guerre, ils toucheront du doigt ce que pourrait représenter leur classe, la classe ouvrière, si dans le pays - et dans tous les pays - elle décidait d'utiliser sa force pour se battre contre la

guerre, pour commencer à ouvrir une alternative à cette société qui ne va que d'une catastrophe à une autre.

C'est bien dans cette prise de conscience, dans cette conscience de classe, qu'est le seul véritable espoir pour l'humanité. Et c'est à la préparer que tous les travailleurs conscients doivent travailler aujourd'hui.

O.B.

La prochaine réunion du  
**CERCLE  
LÉON TROTSKY**  
portera sur :  
**INTÉGRISMES RELIGIEUX  
ET RÉACTION POLITIQUE**  
VENDREDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1991  
à 20 h 30  
Salle de la Mutualité  
24, rue Saint Victor, à Paris 5<sup>e</sup>  
Métro : Maubert-Mutualité  
Participation aux frais : 10 F

## La politique du gouvernement français :

### FAUTE DE POUVOIR ÊTRE INDÉPENDANTS...

En présentant à l'ONU un plan en six points, vingt-quatre heures avant l'heure limite, Mitterrand et le gouvernement français auront donc mené jusqu'au bout le petit jeu qui est leur depuis qu'a éclaté la crise du Golfe, ce petit jeu qui tout à tour irrite ou fait sourire médias et gouvernants américains et britanniques, et Bush lui-même, contre une France accusée de faire double jeu ou moquée pour prendre des airs qui ne correspondent pas à sa stature.

Et il est vrai que c'est le jeu du courtisan qui ricane ou prétend n'en faire qu'à sa tête par-dessus, mais qui accourt et se courbe dès qu'on le siffle. Il suffisait pour s'en convaincre d'entendre Mitterrand mercredi 9 janvier lors de sa conférence de presse qu'il avait malheureusement programmée trop tôt - la rencontre Baker-Aziz n'étant pas terminée - s'efforcer de convaincre qu'il était bien quand même dans le secret des dieux, que Bush lui avait téléphoné juste avant, qu'il allait le faire à nouveau juste après. Pas toujours brillant de tenter de paraître

un égal, quand on n'est même pas un second !

En proposant à la dernière minute, afin d'amaïdouer Saddam Hussein, de lier le règlement du sort du Koweït à une conférence sur les autres problèmes du Moyen-Orient, en clair le problème palestinien, ce dont les Etats-Unis et Israël ne veulent pas entendre parler, le gouvernement français ne pouvait croire qu'il avait la moindre chance de réussir. Pour cela il aurait fallu, au moins, qu'il le propose bien plus clairement et bien plus fermement, et depuis le début.

Mais cela, il s'en est bien gardé. Car il tient aussi à être dans le camp des interventionnistes contre l'Irak, si la guerre éclate. Mitterrand l'a expliqué presque naïvement l'autre jour : c'est la seule façon dont la France puisse s'assurer d'être dans le coup du règlement qui fatalement devra suivre le conflit, quels que soient le cours et la durée de celui-ci ; c'est la seule façon dont la France puisse défendre ses intérêts et la place de ses marchands, de canons ou d'autres choses, si les Etats-Unis décident finalement

d'en découdre avec l'Irak. Preuve que cette France n'attend cette place que de la bonne volonté des Etats-Unis, en récompense d'avoir été à leur botte.

Alors, à quoi correspondent cette agitation et ces contorsions diplomatiques pour avoir l'air de mener une politique indépendante, de rechercher une solution de son côté et d'être résolument plus pacifiste que les Etats-Unis ?

Pour une part sans



Mitterrand à l'heure américaine.

garder le rôle du truchement, sinon nécessaire, du moins disponible. Pas forcément très glorieux, ce rôle, mais c'est une façon tout de même de se placer.

Enfin, il s'agit de convaincre les Français, dont la grande majorité est

janvier (mais il n'y était pas !) ou encore Chevènement, le ministre de l'Armée qui se prépare à participer à la mise à feu et à sang de l'Irak, envoyant ses amis défiler contre la guerre (mais lui reste accroché à son fauteuil ministériel !)

ne déparent pas ce gouvernement hypocrite dont Mitterrand reste le maître et le fleuron.

Par-delà les larmes des vieux crocodiles de la politique, leurs sanglots dans la voix et leurs plaidoiries mielleuses pour la paix, il

## ... SOYONS AMBIGUS



Au sortir de sa conférence de presse, Mitterrand affine ses tactiques avec Rocard, Dumas, Chevènement et les autres...

n'y a qu'une seule chose de vraie et qui compte : ce gouvernement soi-disant socialiste s'apprête, pour les intérêts impérialistes, ceux des marchands d'armes, des pétroliers et des banquiers, pour maintenir l'ordre mondial qui leur permet à tous d'exploiter la planète, à mettre une région à feu et à sang, à jeter des milliers de jeunes dans la boucherie, à écraser un peuple sous les bombes.

L'hypocrisie ne lave pas le sang sur les mains, elle ajoute au dégoût qu'il soulève.

Jacques MORAND

## Plus que des "volontaires" dans le Golfe ?

Mitterrand a annoncé que les militaires du contingent qui n'étaient pas volontaires et qui avaient été envoyés dans la région du Golfe seraient retirés. C'est une concession à l'opinion publique, de plus en plus indignée par l'engagement des troupes françaises.

Reste la pression des gradés sur les appelés pour leur faire signer des contrats «de volontariat». Et reste qu'un bon nombre de jeunes engagés, qui avaient signé en temps de paix en croyant trouver une solution au chômage, vont être mis en situation d'avoir à le payer de leur peau.

doute, il s'agit de marchander quand même aux Etats-Unis un soutien qu'on ne peut pourtant que leur apporter. Mais parfois l'allié indocile est, on le sait, mieux récompensé que le béni-oui-oui qui suit les yeux fermés. Alors Mitterrand fait semblant d'être celui-là.

Pour une autre part, il s'agit de conserver auprès du monde arabe, et de Saddam Hussein et des Irakiens eux-mêmes, l'image de celui qui, dans l'autre camp, leur reste le plus favorable. Toujours dans la perspective des négociations et du règlement qu'il faudra bien entamer un jour, c'est une façon de se

contre la guerre, même si c'est pour des raisons diverses, que ce gouvernement aura bien fait tout ce qu'il peut pour l'éviter, qu'il n'y va que contraint et forcé, seulement parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de défendre le droit international, comme dit Mitterrand. C'est le truc classique de tous les gouvernements impérialistes depuis un siècle, qui n'ont jamais fait la guerre aux quatre coins du monde que pour défendre le droit, la morale ou la civilisation.

Roland Dumas, le ministre de cette politique étrangère, affirmant sans rire qu'il aurait pu être parmi les manifestants samedi 12

## LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENNES COLONIES D'AFRIQUE NOIRE (N° 39 - 29 juin 1990).

- LA CRISE DU GOLFE - L'AGRESSION IMPÉRIALISTE AU MOYEN-ORIENT (N° 40 - 5 octobre 1990).

- CRISE OU RELANCE, LE CAPITAL LE FAIT DUREMENT PAYER AU PROLÉTARIAT DE LA PLANÈTE (N° 41 - 9 novembre 1990).

Prix : 10 F.

Envoi contre 12 F en timbres par brochure. Préciser le numéro désiré à la commande.

## Le soutien du Congrès américain à Bush

# FEU VERT POUR LA GUERRE

Bush a obtenu le feu vert du Congrès. Par 52 voix contre 47 au Sénat et 250 contre 183 à la Chambre des représentants, celui-ci autorise le président américain à "engager les forces armées des Etats-Unis pour faire appliquer la résolution 678 des Nations unies", c'est-à-dire à décider d'engager la guerre contre l'Irak. Petite réserve, mais qui n'est que de procédure : il est enjoint au président d'envoyer aux chefs de file des deux partis représentés au Congrès un message pour confirmer que les Etats-Unis ont, avant l'usage effectif des armes, exploré "toutes les voies diplomatiques appropriées pour convaincre l'Irak".

Tout cela est d'autant plus formel que, de toute

façon, Bush n'avait nul besoin de l'autorisation des Chambres pour décider d'engager les hostilités.

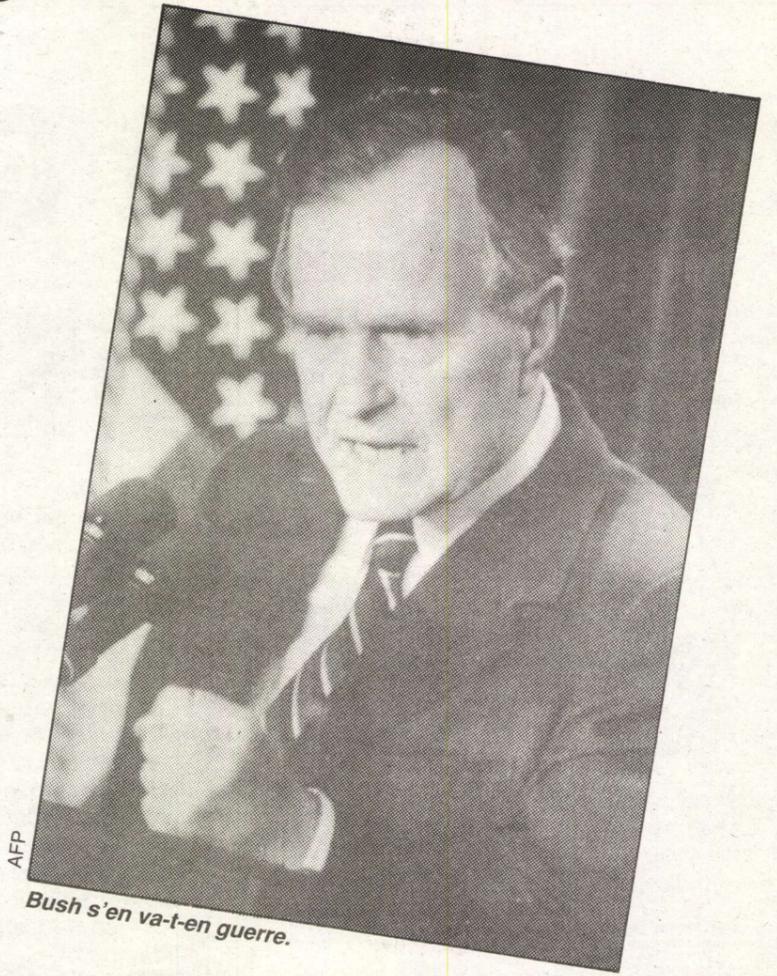
Certes, le vote a une signification politique, puisqu'il traduit le fait que la majorité des parlementaires, presque tous les républicains et une partie d'élus démocrates, se sont rangés derrière Bush. Mais on est loin d'une unanimité, loin de l'union sacrée.

Car la majorité est faible, et les votes de ceux qui se sont déclarés favorables à la guerre ne traduisent pas tous un appui franc et déterminé. C'est que, même si ce vote a été qualifié d'historique même si certains y ont été de leur larme feinte ou sincère, en évoquant leurs souvenirs de guerre, il y a derrière le

choix des parlementaires les calculs politiques, ou plutôt politiques.

C'est que le souvenir de la guerre du Vietnam, de son coût moral, humain, financier pour la population américaine, pèse encore fortement sur l'opinion aux Etats-Unis. Et rien ne dit que la majorité d'aujourd'hui se maintiendrait si la guerre durait quelques mois, voire quelques semaines.

Cette opinion, les sondages la disent partagée. Si peut-être en ce moment une majorité se déclarerait favorable à une intervention, cette majorité n'est ni franche, ni massive et peut fort bien se retourner. C'est là crainte de cette opinion qui, entre autres facteurs, expli-



AFP  
Bush s'en va-t-en guerre.

que les hésitations des autorités américaines depuis le 2 août dernier.

C'est cette crainte-là qu'il faut cultiver partout, dans chaque pays. Car c'est la seule chose qui peut inciter les dirigeants des puissances impérialistes à renoncer leurs projets meurtriers.

Jean-Pierre VIAL

## PAS SPORT, LA POLITIQUE

Un conducteur d'un camion du Paris Dakar a été tué en traversant une zone du Mali où le gouvernement depuis des mois mène une guerre à la minorité touareg. Un conflit qui était ignoré de la plupart des participants à cette course. Le droit des peuples, bafoué par les gouvernements dits démocratiques des pays riches, l'est autant par les dictatures des pays pauvres.

Le sport, que certains veulent placer au-dessus de la politique, a encore une fois été rattrapé par cette dernière.

## UNE GUERRE POUR LE PÉTROLE ET LES DOLLARS, MAIS FAITE PAR LES PAUVRES

Lors de la guerre du Vietnam, les USA avaient engagé des militaires dont la plupart étaient des appelés, donc un contingent dont la composition était le reflet de la population américaine. Mais si l'armée US engagée au Vietnam comp-

taut au plus fort de son engagement 11 % de Noirs, ceux-ci constituèrent 20 % des pertes. Il y avait moins de Noirs parmi les gradés, mais ils étaient plus nombreux dans l'infanterie, c'est-à-dire pour l'essentiel dans l'armée de

terre, là où les pertes sont plus nombreuses, que dans l'aviation et dans la marine.

Cette fois, dans le Golfe, il n'y a que des engagés. Mais alors que les Noirs ne représentent que 13 % de la population américaine, ils sont 23 % dans l'armée et 30 % dans l'armée de terre.

Par ailleurs 95 % des soldats US mobilisés aux confins de l'Irak déclarent avoir choisi de s'engager dans l'armée parce qu'elle leur offrirait un job ou une possibilité de formation.

Où est la liberté dans tout cela ?

## Ni dieu, ni ONU, pas de sauveur suprême

«Dieu seul sait s'il y aura la paix ou la guerre dans le Golfe» a dit Perez de Cuellar en sortant de chez Saddam Hussein, et il a même incité ceux qui croient en dieu à prier.

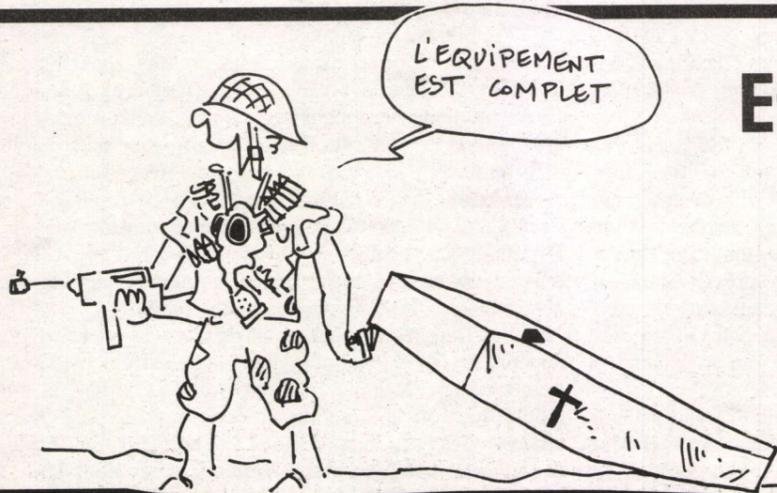
Pour ceux qui ne veulent pas de cette nouvelle sale guerre, ce n'est sûrement pas

le moment de se mettre à genoux. Les gouvernements ne reculeront devant eux qu'à condition qu'ils se dressent pour empêcher par tous les moyens qu'on envoie des jeunes de 20 ans donner leur vie pour les rois du pétrole et de la finance.

## INFORMATION DÉFORMATION

Les journalistes qui «couvriront» la guerre du Golfe ont dû s'engager à soumettre leurs reportages aux autorités militaires. Ils ont accepté, excepté dix journalistes américains qui ont intenté un procès, pour avoir le droit d'informer librement.

Les gouvernements redoutent les effets de «mauvaises nouvelles» sur l'opinion et renouent avec la tradition du «bourrage de crâne». Nous sommes prévenus : on verra surtout des morts irakiens. Et les cadavres occidentaux, s'il y en a, seront propres et souriants.

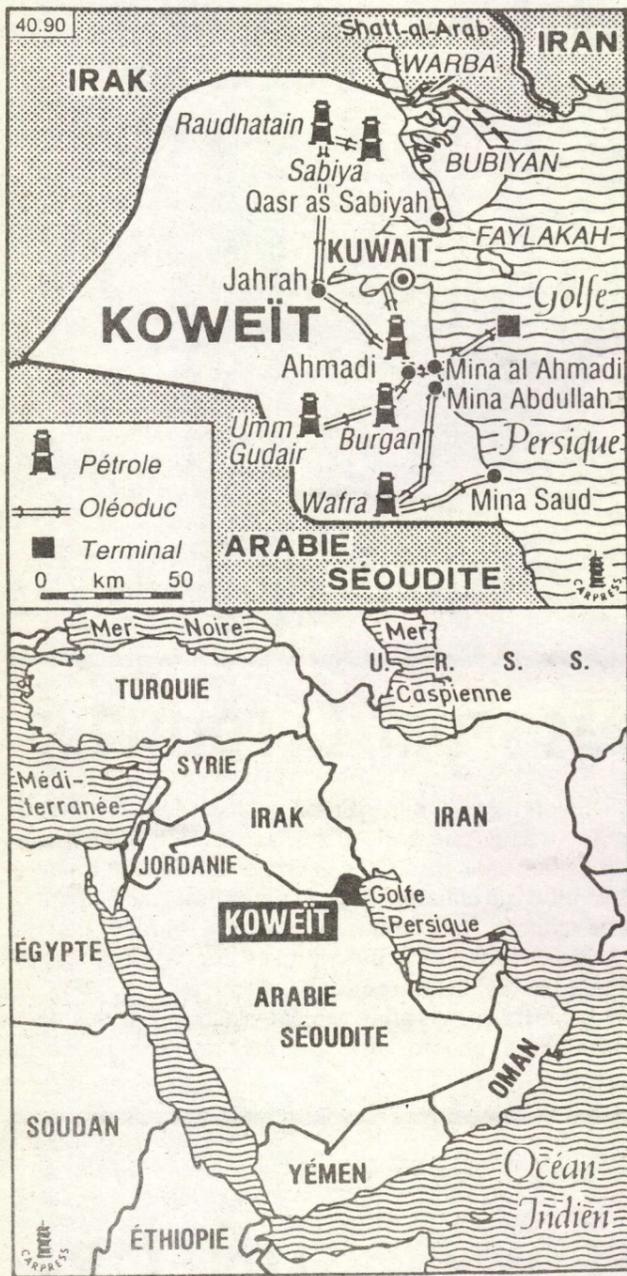


## Et maintenant, mourez !

Il n'y a pas que les marchands de canons qui se frottent les mains. Il y a aussi les marchands de cercueils et de «sacs-cercueils» pour le rapatriement des corps. L'armée américaine en a fait venir 45 000. De ce côté-là, tout est prêt, ainsi que les hôpitaux de campagne et de l'arrière, qu'on nous a montrés à la télé.

Il y a tout ce qu'il faut pour recoudre ou enterrer les militaires après usage. Il ne reste plus aux bidasses engagés dans le Golfe qu'une chose à faire : crever.

# LA GUERRE POUR LE DES TRUSTS ET DES



Cinq mois ont passé depuis que, le 2 août dernier, l'Irak a envahi le Koweït. Mais c'est en fait dès les premières heures qui ont suivi cette opération que les positions des uns et des autres se sont fixées. C'est en particulier dès ce moment qu'on a vu les dirigeants occidentaux, le président américain Bush en tête, déclarer que l'Irak devait évacuer le Koweït et appeler les Etats du monde entier à se coaliser pour la défense de ce qu'ils nommaient le «droit international».

Beaucoup d'hommes vont donc mourir maintenant pour la défense de ce «droit international». Mais celui-ci n'est que la couverture hypocrite d'une série de brigandages et de mensonges éhontés de la part de ces mêmes dirigeants occidentaux qui se drapent dans leur dignité pour tenter de convaincre leurs peuples qu'ils vont se battre pour la défense de la «liberté» ou de la «démocratie».

Saddam Hussein, ce dictateur qu'on nous appelle aujourd'hui à combattre, n'est pas dictateur depuis hier, il l'est depuis près de vingt ans avec tout le soutien des mêmes dirigeants occidentaux qui le condamnent aujourd'hui et qui, jusqu'au 2 août 1990, ne s'étaient jamais émus de sa dictature.

Lorsque, en septembre 1980, le même Saddam Hussein a déclenché la guerre contre l'Iran, dans le but avoué de s'emparer d'une partie du territoire de ce pays, où était le «droit international»? Les USA, la France, les Emirats arabes ou l'Arabie Saoudite non seulement n'ont pas protesté : ils ont soutenu financièrement, militairement, politiquement, l'agresseur. Car Saddam Hussein luttait alors contre le régime de Khomeiny, dont tous craignaient les velléités de remettre en cause leur mainmise sur la région.

Et puis, on le sait, l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de Gaza, qui dure depuis vingt-trois ans, a donné lieu à bien des résolutions de l'ONU, mais jamais personne n'a parlé de recourir à la force - ni même à des pressions - pour forcer cet Etat à évacuer ces territoires et pour lui faire cesser la répression sanglante qu'il exerce contre l'«Intifada» des Palestiniens qui les habitent. Pour une bonne raison : Israël est un allié privilégié des Etats-Unis dans la région, une sorte de force de sécurité toujours prête à servir leurs intérêts et dont on peut donc tolérer bien des entorses au «droit international».

Et puis faut-il citer aussi l'invasion américaine de la petite île de la Grenade, ou plus récemment leur intervention à Panama pour s'emparer de Noriega - lui aussi un ex-allié qui avait le tort d'être devenu moins docile.

## UN MOYEN-ORIENT DECOUPE EN TRANCHES PAR L'IMPERIALISME

Alors, le «droit international» n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Ce n'est que la couverture des rapports de force établis et les dirigeants occidentaux ne le mettent en avant que lorsque cela les arrange. C'est particulièrement vrai au Moyen-Orient.

Il suffit en effet de regarder la carte des Etats de la région pour constater l'absurdité de ses frontières, tracées en fait au hasard des rapports de force entre puissances coloniales au cours de l'histoire. Jordanie et Arabie Saoudite, Syrie et Liban, Irak et Koweït, sans parler d'Israël : autant de frontières qui ne doivent leur existence qu'aux coups de crayon des colonisateurs désireux de se partager des fiefs. Et leur maintien aujourd'hui à tout prix, bien après que tous ces Etats ont accédé formellement à l'indépendance, n'a pas d'autre raison que les intérêts concurrents des cliques qui dirigent ces Etats et des puissances impérialistes qui les protègent et qui trouvent bien plus commode, pour continuer à dominer la région, de diviser pour régner.

Ainsi l'indépendance du Koweït, cette petite principauté qui abrite de fabuleuses richesses pétrolières, avait pour principal avantage de mettre celles-ci à l'abri des peuples du Moyen-Orient. Au contraire, moyennant l'enrichissement de la clique regroupée autour de l'émir du Koweït, les compagnies pétrolières occidentales pouvaient voir leurs approvisionnements garantis, et garanties aussi leurs possibilités de peser sur les cours du pétrole.

Le régime de Saddam Hussein est une dictature

# ISRAËL OU LES EMBARRAS DE

S'il est un gouvernement qui a poussé un soupir de soulagement à l'annonce de l'échec de la rencontre entre James Baker et Tarek Aziz, c'est bien celui d'Israël qui pouvait craindre qu'un accord puisse se faire établissant un lien entre le retrait irakien du Koweït et le traitement des autres situations de crise dans la région, notamment le conflit israélo-palestinien.

Mais, comme cela était prévisible, l'entrevue américano-irakienne n'a rien donné, et personne pour l'instant - en tout cas pas ses alliés - ne demandera quoi que ce soit au gouvernement de Jérusalem, pas d'assouplir la férule qu'il maintient sur les Territoires occupés de la Cisjordanie et de Gaza, et surtout pas son retrait pur et simple de ces territoires.

Cela suffirait, s'il n'en était encore besoin, pour juger le gouvernement sioniste d'Israël ; un gouvernement qui préfère la guerre dans toute la région plutôt que de satisfaire les revendications nationales des masses palestiniennes qu'il opprime. Il faut dire que l'Etat d'Israël a de qui tenir, lui qui s'est toujours rangé aux côtés des Etats-Unis, grand défenseur comme chacun sait de la liberté et de la démocratie, quand il s'agit de celle des Emirats et des rois du pétrole.

Au sortir de la rencontre Baker-Aziz le gouvernement

israélien a exprimé sa satisfaction. "Nous sommes satisfaits de la fermeté des Etats-Unis, satisfaits du fait que M. Baker a réaffirmé qu'il ne saurait y avoir de lien" (entre la crise du Golfe et le conflit israélo-palestinien) déclarait le ministre de la Défense, Moshé Arens, alors que de son côté David Lévy, son collègue des Affaires étrangères, affirmait : "Nous ne sommes pas étonnés, les Etats-Unis ne nous ont pas déçus".

Cependant, l'allié israélien pose aujourd'hui bien des problèmes aux Etats-Unis. Chef de file d'une coalition anti-Saddam Hussein quelque peu hétéroclite, le gouvernement américain doit tenir compte de ses alliés arabes et de leur hostilité envers Israël. L'Egypte et la Syrie acceptent-ils de se ranger aux côtés d'Israël si celui-ci fait montre d'une agressivité qui lui soit propre à l'égard de l'Irak? S'il ne s'agissait que des gouvernements, il y aurait certainement bien peu de remous. Mais il y a les populations, leurs réactions, qui sont une inconnue qui pourrait bouleverser bien des choses dans le conflit.

Dans un premier temps, l'égyptien Mubarak avait déclaré qu'il se retirerait de la coalition si Israël intervenait. Puis il s'est finalement rétracté. Aujourd'hui, c'est au tour des Syriens de brandir la menace. C'est du moins l'avis exprimé du ministre

syrien des Affaires étrangères qui a déclaré que son pays changerait de camp si Israël attaquait l'Irak - ne serait-ce qu'en riposte à une agression de Bagdad.

D'ailleurs, les alliances sont telles dans la région qu'elles laissent la porte ouverte à toutes les situations possibles. Ainsi, la Syrie a officiellement promis aide et soutien aux Jordaniens si des forces irakiennes entraient dans ce pays. Mais si cela était, Israël affirme que de son côté il ne pourrait rester sans réagir. Alors, dans quel camp se trouverait la Syrie dans un tel cas de figure? Accepterait-elle de combattre au coude à coude avec l'armée israélienne? C'est un choix qui pourrait devenir suicidaire pour le régime de Assad, dans une situation qui ne peut, au sein des masses arabes, que renforcer les sentiments anti-occidentaux et accroître ceux favorables à Saddam Hussein.

Les Etats-Unis, pour tenter de parer à tous ces dangers, ont dépêché en Israël le numéro deux du Département d'Etat, chargé de convaincre le gouvernement israélien de ne pas intervenir, quelle que soit la situation ; c'est-à-dire même si les Irakiens attaquent les premiers, même si Saddam Hussein décide de tirer des missiles sur des villes israéliennes. Les Etats-Unis auraient offert de se charger eux-mêmes de la réplique, une des premières

# "DROIT INTERNATIONAL" ... COMPAGNIES PÉTROLIÈRES !

odieuse, mais il ne l'est ni plus ni moins que celui d'Assad en Syrie ou celui du roi d'Arabie Saoudite ou ce qu'était le régime de l'émir du Koweït - qui eux sont tous des alliés de la coalition du fameux «droit international» -, et ni plus ni moins aujourd'hui qu'hier. Et en réalité ce n'est pas cela que lui reprochent Bush et consorts, même si cela leur sert de prétexte.

## DES INTERETS PETROLIERS SACRES POUR LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX

Ce qu'a fait Saddam Hussein, c'est s'en prendre à ces puits de pétrole, à ces intérêts financiers occidentaux que l'indépendance du Koweït mettait à l'abri. Tout simplement parce que l'homme de main qu'il était, après avoir mené la guerre contre l'Iran, espérait être payé de retour par les émirats, par l'Arabie Saoudite ou par leurs protecteurs occidentaux, et qu'il ne l'a pas été. Alors il a mis la main sur le Koweït, d'autant plus que - là aussi il suffit de regarder une carte - il pouvait estimer que ce territoire n'était au fond qu'une partie détachée du territoire irakien, dont il ne se distinguait d'ailleurs en rien lorsque toutes ces régions, au siècle dernier, exactement au même titre, faisaient partie de la même région de langue arabe de l'empire turc.

C'est cela que les dirigeants occidentaux ne lui pardonnent pas. Saddam Hussein pouvait gazer les populations kurdes. Israël peut occuper la Palestine et y faire des morts tous les jours. Le roi d'Arabie Saoudite peut maintenir ses sujets sous un régime féodal moyenâgeux ; aucune importance pour tous ces «défenseurs de la liberté» que prétendent être Bush, Mitterrand et consorts... Mais toucher au pétrole, à leurs intérêts financiers, c'est cela qui est interdit à Saddam Hussein et qu'ils veulent démontrer à la face du monde entier.

## BUSH

cibles devant être les rampes de lancement menaçant Israël.

Seulement, comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, les dirigeants israéliens ont tenu à multiplier les déclarations allant toutes dans le même sens : "Si nous sommes attaqués, nous nous défendrons". "Il est impensable que le gouvernement d'un Etat souverain - celui d'Israël - délègue à un autre le soin d'assurer sa défense", etc, etc.

Cela ne peut de toutes façons qu'entretenir les craintes de Bush, au moment où il s'appête à déclencher son offensive militaire contre l'Irak. Israël, il l'a déjà montré à plusieurs reprises dans le passé, pourrait fort bien tenter d'intervenir pour son propre compte dans cette guerre, voire même tenter de précipiter l'affrontement avec l'Irak. Mais ce serait peut-être du même coup le début de la fin pour la coalition hétéroclite que les Etats-Unis ont réussi tant bien que mal à constituer contre l'Irak. Bush se retrouverait alors à faire la guerre, non seulement à l'Irak, mais à tout ou partie des Etats arabes, affublé d'un allié israélien qui deviendrait alors plus gênant qu'autre chose.

## LA DEFENSE DE LA MAINMISE IMPERIALISTE

Car l'enjeu n'est pas seulement l'Irak et le Koweït. C'est la mainmise des trusts et des compagnies financières occidentales sur le monde entier. Bush veut démontrer qu'il n'est pas question d'y toucher si peu que ce soit, pas question de déplacer la moindre des frontières si elle sert à protéger un quelconque intérêt occidental. Il veut démontrer que les USA restent le gendarme du monde, prêt à intervenir dès qu'il le faudra, et quoi qu'il en coûte, pour défendre ce partage du monde, cette mainmise sur ses richesses, cette mise en coupe réglée de la planète qui se traduit par d'effarantes inégalités d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, par la surabondance à côté de la famine, par des catastrophes économiques toujours menaçantes. Il veut démontrer à Saddam Hussein, mais surtout à tous les régimes du Tiers Monde et au-delà d'eux à leurs peuples, que quiconque y touchera sera brûlé par le feu américain.

C'est cela la vraie raison de la guerre, pas la dictature de Saddam Hussein qui, s'il était renversé par l'intervention occidentale, serait remplacé par une dictature qui ne vaudrait pas mieux - il suffit de regarder les régimes voisins. Et c'est bien pourquoi au fond les dirigeants impérialistes craignent cette guerre.

Car ils savent que cette vérité, bien des peuples en ont conscience, même si c'est à leur façon et plus ou moins clairement. C'est le cas des peuples des pays arabes, à qui toute leur histoire a enseigné l'hostilité à l'égard des interventions impérialistes, même si une grande partie de leurs dirigeants a choisi dans cette affaire de se placer du côté des dirigeants occidentaux. Mais c'est le cas aussi d'une partie de la classe ouvrière, de la population des pays occidentaux eux-mêmes, qui sent bien que dans cette guerre on cherche à l'embrigader pour des intérêts qui ne sont pas les siens.

Alors dans cette guerre, Bush, Mitterrand et les dirigeants occidentaux, malgré leur supériorité militaire écrasante sur l'Irak, auront peut-être au bout du compte bien plus à perdre qu'à gagner.

## "L'opération de police" de Rocard

### MOURIR POUR LA SÉCURITÉ COLLECTIVE DES TRUSTS MONDIAUX

La guerre du Golfe ne sera pas une guerre, prétend Michel Rocard, mais une «opération de sécurité collective», une simple opération de police en quelque sorte.

On a déjà entendu la même chanson. Il y a un peu plus de 30 ans, lorsque la guerre d'Algérie commençait, elle n'était pas non plus, nous disait-on, une guerre. Ce n'était, d'après nos gouvernants, qu'une «opération de police». Et dans la bouche des hommes politiques, sous la plume des journalistes, les combattants du FLN algérien n'étaient qu'une bande de «fel-lagas», c'est-à-dire de «bandits».

Les mensonges se ressemblent, les hommes politiques aussi, même s'ils ont un peu vieilli, puisque le ministre de l'Intérieur de 1954 qui disait pour l'Algérie «la seule négociation est la guerre», n'était autre que Mitterrand en personne.

Les guerres auxquelles ces hommes président pourraient bien se ressembler aussi.

Et fous seraient ceux qui se laisseraient tromper par les

mensonges des gouvernants ou qui ne se sentiraient pas concernés, sous prétexte que pour l'instant cette guerre est lointaine, ou que n'y sont envoyés pour l'instant pratiquement que des militaires de carrière.

La guerre d'Algérie aussi avait débuté avec pratiquement seulement des militaires de carrière. De même que la guerre américaine du Vietnam, soi-disant une simple assistance au gouvernement ami du Sud-Vietnam, n'avait débuté que par l'envoi de quelques milliers de «conseillers militaires» américains.

En Algérie, l'opération de police était devenue une vaste «œuvre de pacification» comme on disait alors officiellement, pour ne toujours pas parler de guerre, qui de «dernier quart d'heure» en «dernier quart d'heure» dura sept ans et demi.

La torture, les villages rasés, les forêts brûlées au napalm, un million de morts dans la population algérienne qui n'en comptait alors même pas dix millions, ce n'était toujours pas officiellement la guerre.

La guerre d'aujourd'hui, préparée plus systématiquement, plus cyniquement, par les maîtres du monde, qui ont pris tranquillement leur temps, et choisi à leur guise l'heure du début de la boucherie, commence d'entrée de jeu au niveau où se sont terminées les guerres d'Algérie et les guerres du Vietnam. Elle risque de n'en n'être que plus sanglante encore.

Et si comme il est probable, comme il serait légitime et souhaitable, les masses arabes de toute la région se révoltaient contre les massacres que les troupes occidentales s'appêtent à faire, les troupes occidentales pourraient bien s'enliser là dans une guerre longue, meurtrière, comme elles se sont enlisées au Vietnam et en Algérie. Ce pourrait être, comme alors, toute une génération de jeunes, américains, anglais, français, que nos gouvernements enverraient alors au Moyen-Orient, voire en Afrique du nord.

Pour «pacifier» nous dira sûrement alors Rocard.

O.B.

Georges LATTIER

ÉTATS-UNIS

# BOURRASQUE SUR LES BANQUES ET RÉCESSION ÉCONOMIQUE



A la Bourse de New York, les profits se portent encore bien...

Le week-end des 5 et 6 janvier, les autorités fédérales américaines sont venues au secours de la Bank of New England pour lui éviter la fermeture et rassurer les déposants.

Sans être une des plus grosses banques américaines, elle est tout de même la 33<sup>e</sup> banque du pays. Il s'agit de la quatrième plus grosse faillite bancaire de l'histoire américaine, épongée par un organisme d'Etat spécialisé. La plus importante remonte à 1984, avec le sauvetage de la Continental Illinois.

## SOS-BANQUES

Ce genre de «sauvetage» est en effet une procédure prévue aux Etats-Unis par un organisme public de garantie bancaire qui fonctionne comme une assurance pour les banques qui y souscrivent. Mais le sauvetage consiste en pratique à éponger les pertes, pour qu'ensuite l'organisme d'assurance fédéral revende l'établissement en déconfiture à un autre grand groupe privé, en

principe en bonne santé, sans que celui-ci ait à payer les pertes !

C'est ainsi qu'au fil de ces dernières années, la concentration du système bancaire américain se fait sous la haute protection juridique et financière de l'Etat.

Evidemment, il faut prendre en compte que, contrairement à un pays comme la France, le système bancaire américain est extrêmement décentralisé. Malgré les faillites de centaines de petites banques chaque année, il en reste encore 12 400 aux Etats-Unis. D'autant qu'il s'en crée aussi. Certaines d'entre elles limitent leur champ d'action à un simple comté avec parfois comme président le gros fermier du coin, qui gère son exploitation le matin et passe l'après-midi derrière le guichet... Alors, quelques centaines de banques en faillite sur 12 400, ce n'est pas forcément le cyclone pour la finance américaine.

Pour avoir une idée de la situation, l'année la «plus noire» depuis la crise de 1929 pour le nombre de faillites

bancaires fut 1989 : précisément l'année, avec 1988, que les économistes considéraient comme la plus faste de l'expansion économique américaine de la décennie. Il y a eu plus de 450 faillites en 1989. En 1990, ça allait mieux, avec 300 faillites seulement. Pour 1991, les experts prévoient autant de faillites que l'an dernier. Mais la situation s'est tout de même aggravée, car la faillite toucherait cette fois des banques qui au total représenteraient 70 milliards de dollars d'actifs, pour 16 milliards «seulement» l'an dernier. Résultat : le fonds de garantie bancaire fédéral craint bien de se retrouver à sec. Les responsables fédéraux s'apprentent à faire directement appel au budget de l'Etat (c'est-à-dire à faire payer les contribuables), comme ça a été le cas pour les caisses d'épargne qui ont fait faillite l'an dernier, et dont le trou représente à peu près le montant du déficit annuel du budget américain !

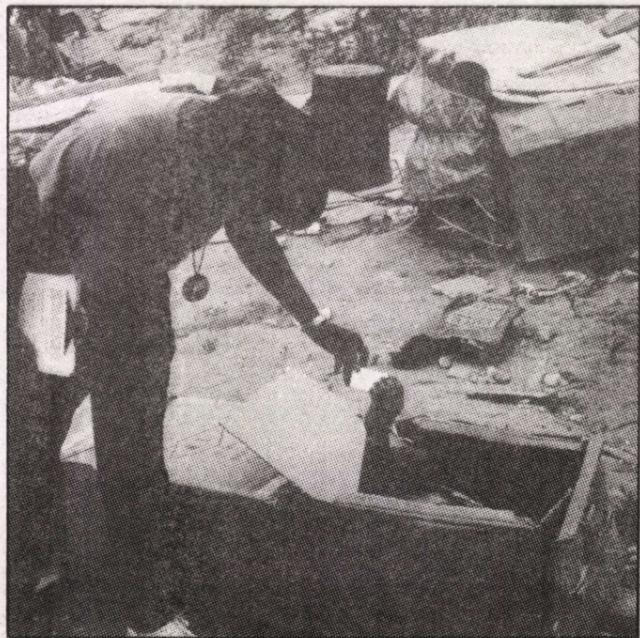
Du coup, les mêmes experts financiers du gouvernement américain en sont venus à envisager carrément la nationalisation des grandes banques en péril (ils estiment que, tous comptes faits, cela reviendrait peut-être moins cher que de renflouer d'abord les banques naufragées avant de les revendre !), afin de rationaliser, si on ose dire, la prise en charge par l'Etat des pertes bancaires !

## UN CONTEXTE DE RÉCESSION ÉCONOMIQUE

L'an dernier ce sont les caisses d'épargne, qui avaient placé l'essentiel de leurs dépôts sur des opérations immobilières très spéculatives, qui ont craqué massivement les premières. Voici peut-être le tour de grandes banques commerciales, pour les mêmes raisons, en attendant, craignent les économistes, le tour de compagnies d'assurance et de banques d'affaires. Car la spéculation immobilière a caractérisé toute la période de reprise économique. Avec le début de la récession, le prix de l'immobilier s'effondre et l'heure des comptes est arrivée.

Le problème aux Etats-Unis est que le gymkhana financier qui a caractérisé toute la dernière décennie se déroule aujourd'hui dans un contexte de récession économique : depuis 1989 les profits réels des entreprises commencent à diminuer, et les investissements productifs aussi. L'investissement productif, qui avait progressé de plus de 8 % en volume en 1988, (l'année la meilleure) et qui était encore de 4 % en 1989, est resté stable en 1990, mais devrait reculer de 5 % en 1991, selon les prévisions. Les difficultés financières et industrielles se cumulent l'une l'autre... cela risque d'aboutir à une véritable crise !

Le résultat de tout cela est d'ores et déjà la remontée du chômage aux Etats-Unis. Les licenciements s'intensifient. D'abord dans les banques elles-mêmes. Pas seulement chez celles qui font faillite. Mais d'abord chez les plus grandes banques qui tiennent toujours le haut du pavé et dictent leur politique au gouvernement fédéral. En septembre dernier, la deuxième banque de dépôt américaine, la Chase Manhattan, annonçait le licenciement de plus de 12 % de son personnel. A la mi-décembre, c'était la City-Corp., la première banque américaine de dépôt, qui annonçait la suppression de 5 000 emplois et un plan de «restructuration» prévoyant au moins 8 000 licenciements. Toutes les grandes banques américaines de la côte Est (la région la plus touchée par le chômage) se livrent à ce genre de «restructuration», et la contagion commencerait à atteindre les banques de la côte Ouest.



... mais les nouveaux pauvres se multiplient. On dort dans des cartons aux abords de Los Angeles.

## LA REMONTÉE DU CHÔMAGE

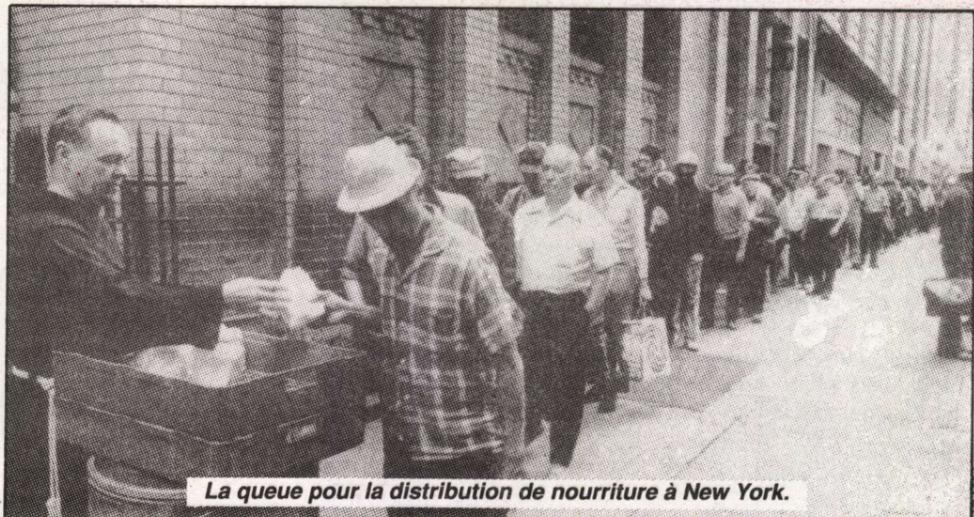
Le chômage industriel s'est lui aussi aggravé. Depuis juillet dernier, le solde mensuel de créations et de suppressions d'emplois est devenu très négatif. Le chômage global remonte et a atteint 6,1 % en décembre.

En juillet dernier le gouvernement américain se félicitait encore (en se vantant peut-être un peu pour des raisons politiques) de connaître «la plus longue période d'expansion» depuis la guerre. Mais l'expansion n'a pas été pour tout le monde. Pendant cette décennie faste pour les profits, les poches de sous-développement et la pauvreté se sont aggravés aux Etats-Unis. La mortalité infantile chez les Noirs et les hispaniques s'est accentuée. Une minorité de plus en plus restreinte de riches s'est encore enrichie, mais l'ensemble de la population s'est plus ou

moins gravement appauvrie. Au total, si les profits ont connu un magnifique essor, la santé de l'économie américaine se révèle aujourd'hui fragile. Car, pendant toutes ces années, les infrastructures publiques, les routes, les transports, le réseau électrique, l'éducation, la santé, se sont détériorés.

Les économistes des USA, ce prétendu havre de «l'économie de marché», en sont à pleurer après l'Etat et faire semblant de découvrir que «la productivité du capital privé dépend fortement de la quantité du capital public investi dans les infrastructures». Et aujourd'hui, comme l'explique un article économique du Figaro du 4 janvier, à propos de ce capital public investi dans les infrastructures, «le faible niveau de celui-ci pénalise les entreprises»... et bien sûr les banques qui leur prêtent. Quel aveu ! Car en fait, ce n'est pas la productivité mais les profits qui ont besoin de l'Etat lorsque les affaires vont mal.

Huguette CHEVIREAU



La queue pour la distribution de nourriture à New York.

# LITUANIE

## LES CHARS RUSSES

### CONTRE

### LA

### VOLONTÉ

### D'INDÉPENDANCE



Les troupes soviétiques ont manifestement profité de la tension internationale extrême autour du Golfe, de l'imminence d'une attaque des grandes puissances impérialistes contre ce petit pays qu'est l'Irak, pour rappeler à l'ordre les pays Baltes en utilisant la manière forte.

C'est d'abord en Lituanie que l'armée a sévi, car c'est cette république qui avait ouvert la voie de l'indépendance aux autres. Dès le 11 mars dernier, elle proclamait unilatéralement son indépendance, donnant ainsi un exemple que d'autres s'empressèrent de suivre, en particulier les autres républiques baltes.

Le pouvoir central a alors soumis la Lituanie, très dépendante économiquement de l'URSS, à un blocus économique qui n'a pas entamé la détermination nationaliste de ses dirigeants. Et c'est encore le Parlement lituanien qui a décidé le premier, en ce début d'année, de rejeter d'emblée l'accord sur l'Union laborieusement concocté par Gorbatchev qui tente de normaliser les rapports entre les républiques, risquant de donner par ce geste le signal de l'éclatement de l'Union soviétique.

Enfin le problème des désertions – prétexte direct à l'intervention dans huit républiques, dont les républiques baltes – est un problème sérieux pour le pouvoir central et l'armée. Ces désertions, encouragées par les autorités locales, se multipliaient d'autant plus que le pouvoir central laissait faire. Et cela pouvait être le prologue d'une étape plus grave encore, où chaque république constituerait sa propre armée et où l'armée de l'Union serait désintégréée.

L'intervention brutale des chars soviétiques à Vilnius contre la maison de la radio, qui fit 13 morts, a fait la démonstration sanglante que l'armée ne voulait plus laisser faire et que c'est la force qu'elle voulait faire primer sur les aspirations nationales des populations.

On refuse aux Lituaniens de choisir pour eux-mêmes leur sort et on voudrait les obliger à rester de force contre leur gré dans le giron de l'URSS, quitte à employer contre eux la force. C'est un avertissement, non seulement aux autres républiques baltes, mais aussi à tout autre république qui voudrait mettre en pratique ses velléités d'indépendance.

Les indépendantistes lettons s'attendaient, eux aussi, à un coup de force imminent. Ils ont hérisé leur capitale, Riga, de barricades pour empêcher les chars de circuler. Mais les parachutistes ont commencé à détruire les barricades.

Gorbatchev prétend toujours n'avoir donné aucun ordre et n'avoir été mis au courant qu'après-coup. C'est peut-être vrai puisque, quand il prend des décisions, elles restent bien souvent lettre morte. En tout cas, après qu'il a été mis au courant, il s'est bien gardé de condamner ses ministres qui ont eux-mêmes couvert, sinon ordonné, le massacre.

En tout état de cause, il semble bien qu'on assiste à une nouvelle embardée de la politique du Kremlin : après le laisser-faire, la manière forte. Alors, après les concessions aux réformateurs, en est-on aux concessions aux conservateurs ?

Malheureusement, avec les uns ou avec les autres, c'est à l'alignement sur l'impérialisme, son mépris des peuples, ses méthodes sanglantes, qu'on assiste une fois de plus. Et comme en 1956, où l'intervention militaire israélo-anglo-française contre l'Egypte de Nasser avait permis à l'URSS de justifier son intervention militaire en Hongrie, aujourd'hui ce sont les préparatifs de guerre dans le Golfe qui permettent aux dirigeants soviétiques d'imposer, eux aussi, la loi du plus fort aux Etats baltes.

C'est si vrai que Bush n'a pas crié trop fort contre Gorbatchev. Ils n'en ont même pas parlé au téléphone, alors qu'ils se téléphonent paraît-il pour un oui, pour un non ! Ça se comprend d'ailleurs : puisque Gorbatchev a dit oui aux interventions occidentales dans le Golfe, il est difficile de ne pas lui renvoyer l'ascenseur.

Et voilà ce que les grands de ce monde appellent le «droit international».

Dominique CHABLIS

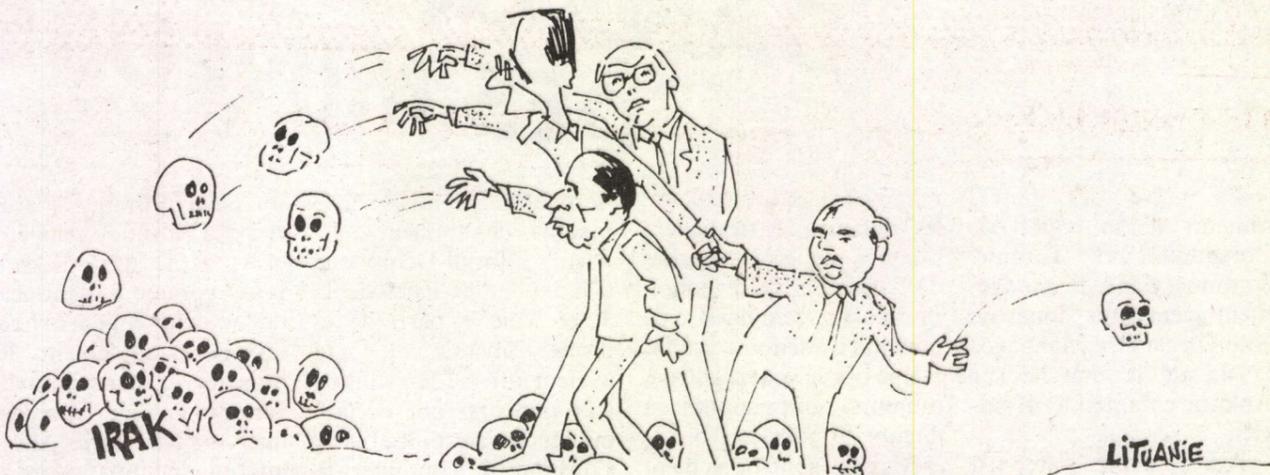
#### Un communiqué de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire

*La Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière condamnent l'intervention sanglante de l'armée soviétique en Lituanie.*

*Gorbatchev refuse au peuple lituanien le droit de choisir son sort et rêve de faire un exemple destiné à intimider toutes les populations de l'Union soviétique. Comme si les crimes des uns servaient à couvrir ceux des autres, il a mis à profit le fait qu'une coalition impérialiste va déclarer une guerre contre l'Irak.*

*La LCR et LO dénoncent l'intervention soviétique au même titre que l'agression impérialiste contre les populations du Moyen-Orient.*

Pour Lutte Ouvrière : Arlette LAGUILLER  
Pour la LCR : Alain KRIVINE



## Guadeloupe



# VERS UNE MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS ?

De nombreuses grèves sont en cours en Guadeloupe. Les travailleurs des établissements Reynoird (commerce) poursuivent leur mouvement après l'échec des négociations de lundi dernier. Ceux de la SOGEA ont repris leur grève avec coupure d'eau dès le lundi 7 janvier. Au Centre d'Action Culturelle aussi les employés sont en grève. Ils protestent contre le licenciement d'un des leurs. A l'EDF la menace de grève se précise contre le refus de la direction de reconnaître le syndicat UTE (UGTG).

A la cantine scolaire de Sainte-Rose la grève a repris après la décision du maire Jean Daniel de licencier cinq employés de la cantine qui refusaient un déplacement-sanction du maire.

A Capesterre, les travailleurs communaux sont en grève depuis le 17 décembre.

Face à ces grèves et en particulier à la grève des établissements Reynoird, on assiste à une véritable campagne de la part des patrons et d'un certain milieu aisé, hargneux à l'égard des travail-

leurs. (...)

Ceux de Reynoird ne perçoivent que 3 800 à 4 200 F par mois, et parfois après plusieurs années de travail. Pour réajuster ce maigre revenu, ils réclament 750 F de plus. Ils revendiquent aussi une prime de transport et de rentrée. Et aucun patron de Reynoird, aucun "élu" ne nous fera croire qu'en réclamant cela les travailleurs mettent en "péril l'économie guadeloupéenne" puisque c'est maintenant la phrase à la mode. (...)

Quant aux travailleurs de la SOGEA, oui ils occasionnent une gêne pour tous. Mais les coupures d'eau sont la seule arme qu'ils ont pour forcer le patronat à céder. Après grèves d'avertissement, négociations en tous genres, ce patronat rapace ne veut rien céder.

Que demandent les travailleurs de la SOGEA : leur affiliation à la convention collective des distributeurs d'eau, ce qui leur donnerait droit à des réajustements de salaires. Or actuellement ils sont affiliés à la convention collective du Bâtiment, ce qui

est pour le moins bizarre.

Pourquoi ne leur accorde-t-on pas ce qui existe déjà en Martinique et en Guyane ? Parce que la SOGEA est une société privée affiliée à une grosse société multinationale française et qui fait de gros profits sur le dos des travailleurs et qui ne veut rien perdre. Pas même une toute petite partie. Et là aussi il y a des travailleurs qui après 15 ans de service ne gagnent que 3 800 F par mois.

Alors c'est la direction de la SOGEA qui, en refusant de donner satisfaction aux travailleurs, prend "la population en otage", pas les travailleurs !

Devant la multiplication des grèves, certaines directions syndicales envisagent une action d'ensemble. Il est question de grève générale. Ce serait une bonne décision. A condition que cette grève générale soit autre chose qu'un "enterrement en grande pompe". A condition qu'elle soit autre chose qu'une manière pour les directions syndicales de se dédouaner et de juste "montrer qu'elles font quelque

chose".

Car l'important pour les travailleurs c'est surtout de gagner. Et pour gagner, il faudrait que cette mobilisation générale ne soit pas qu'une démonstration d'une ou deux journées, mais un mouvement d'ensemble réellement combatif jusqu'à ce que les travailleurs obtiennent satisfaction.

Elle pourrait être alors un point de départ pour aller plus loin.

Elle pourrait aussi être un moyen pour la majorité des secteurs non encore en grève de s'y mettre. De profiter eux aussi pour poser leurs revendications. Partout les salaires sont bas, partout le gouvernement s'attaque au pouvoir d'achat des travailleurs. (...)

Oui, il faudrait élargir les luttes, il faudrait les unifier ! Unifier aussi les revendications ! (...)

*Extraits de Combat Ouvrier, hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste) du 12 janvier 1991.*

## Turquie

# UN TOURNANT DANS LA GRÈVE DES MINEURS

La grève des 48 000 mineurs de la région de Zonguldak, en Turquie, continue. Mais le mouvement vient sans doute de connaître un tournant avec la fin de la marche sur Ankara entamée le 4 janvier.

Après avoir parcouru plus de 100 kilomètres à pied, sur les 280 qui sépa-

rent Zonguldak d'Ankara, les mineurs se trouvaient bloqués par les barricades de l'armée et de la police. Plusieurs centaines de mineurs avaient été arrêtés et une partie sont d'ailleurs toujours emprisonnés à l'heure où nous écrivons.

Mais ce sont finalement les pressions émanant des leaders des partis d'opposi-

tion qui ont eu raison de la marche des mineurs. Le Parti Social-Démocrate d'Inönü et le Parti de la Voie juste - parti de la droite libérale -, qui avaient affirmé leur soutien aux mineurs, ont déclaré qu'il serait irresponsable de s'obstiner à continuer la marche. Denizler, le leader du syndicat des mineurs, lié

au parti d'Inönü, a alors imposé l'arrêt de celle-ci.

Aussitôt la décision prise, comme par miracle, des autocars étaient là pour ramener rapidement les mineurs et leurs familles vers Zonguldak. Et le Premier ministre turc, Akbulut, qui n'était pas avare de promesses pour obtenir l'arrêt de la marche, semble

du coup moins pressé de recevoir les dirigeants du syndicat des mineurs.

Cependant la grève continue, non seulement dans les mines, mais aussi dans la métallurgie. Le nombre de grévistes en Turquie atteignait 190 000 le 14 janvier. Le 17 janvier, avec l'entrée en grève du secteur textile, ce chiffre

devrait monter à plus de 300 000. Une force avec laquelle le patronat et les dirigeants politiques turcs devront compter même si, à l'image du leader des mineurs Denizler, les chefs syndicaux se montrent tout prêts au compromis.

J.S.



A droite, le leader du syndicat des mineurs, Denizler, serre la main de la ministre du Travail.

Algérie

# DÉMOCRATIE, VERSION ISLAMISTE

Pour la troisième fois le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), parti algérien bourgeois libéral, qui se réclame de tendance sociale-démocrate et n'est vraiment influent que dans les milieux kabyles, n'a pas pu tenir le meeting qu'il avait prévu dans la ville du Batna, dans les Aurès. Lors de son précédent meeting, en décembre dernier, les «barbus» du mouvement islamiste avaient envahi la salle et empêché la tenue de la réunion.

Ce jeudi 10 janvier, le RCD avait alors décidé d'organiser à Batna une marche. Dès le rassemblement des manifestants, ceux-ci étaient lapidés et attaqués à coups de barres de fer par des groupes de «barbus», dont certains étaient masqués. Le rassemblement a été dispersé après de violents affrontements qui firent 48 blessés, en présence, dit le journal *El Moudjahid*, «d'un service d'ordre discret»; et ce sont alors les islamistes qui ont tenu meeting à la place du RCD, l'orateur remerciant «les jeunes

*moudjahidines qui ont pu mettre fin aux vœux des forces impies», puis renvoyant tout le monde à la mosquée faire la prière du soir.*

Les islamistes, essentiellement ceux du principal parti islamiste, le FIS (Front Islamiste du Salut) qui détient aujourd'hui l'immense majorité des municipalités, montrent bien là leur vrai visage : ils s'appuient sur les préjugés religieux, et cherchent à gagner du crédit auprès des couches les plus pauvres en organisant quelques petites œuvres de charité ; ils viennent d'organiser des manifestations de soutien à l'Irak qui ne peuvent être que populaires ; mais en même temps, en apparaissant la seule opposition radicale au régime en place, ils recrutent les jeunes désœuvrés et s'en servent de troupes, au nom de dieu, pour se porter candidats à la reconstitution d'un pouvoir fort et monolithique, d'une nouvelle dictature ; sous les yeux d'une police qui sait alors choisir d'être impuissante et «discrète».

Olivier BELIN

Manifestation de soutien à l'Irak organisée à Alger par le FIS.



CFEC  
(Gennevilliers)

# NON AUX 151 LICENCIEMENTS

Les travailleurs de l'usine CFEC de Gennevilliers (plus connue sous l'appellation de STECO-«Batteries roses») sont en grève depuis le 9 janvier. La très large majorité des 150 ouvrières et ouvriers se relaient depuis ce jour-là pour occuper l'usine.

Le mouvement a commencé le 8 janvier, dès que les délégués revenus d'une réunion avec la direction ont annoncé la fermeture de l'entreprise à des conditions qui ont déclenché la colère : dix reclassements uniquement ; le départ anticipé à la retraite pour seulement 36 personnes à l'âge de 55 ans ; et pour tous les autres, la porte avec seulement 15 000 francs de «prime» au départ !

Si l'usine devait vraiment

fermer, les travailleurs estiment que le trust pourrait leur fournir un autre emploi ou au moins 100 000 francs. Le patron en a les moyens. La CFEC dépend du groupe Magneti Marelli, c'est-à-dire qu'elle a derrière elle le groupe FIAT. Le directeur de Gennevilliers se flatte d'ailleurs de gagner quelque 28,7 millions de francs à la fermeture de cette usine-là qui est vieille (c'est vrai !), tandis que celle d'Ouarville par exemple, dans le Loiret, robotisée, automatisée, serait bien plus rentable.

C'est pourquoi il condamne les travailleurs de Gennevilliers au licenciement brut. Tant pis s'ils ont pour quelques-uns trente ans d'ancienneté ; si leur santé est généralement complè-

tement minée par le travail sur le plomb puis, quand leur plombémie est trop élevée, par leur passage dans un atelier où ils travaillent sur les acides ; tant pis si le fait qu'un tiers des travailleurs de l'usine soient des femmes, Portugaises et Antillaises, la presque totalité des immigrés d'origine, leur promet, s'ils sont licenciés, des conditions bien plus difficiles pour retrouver du travail.

Mais les travailleurs de la CFEC sont surtout des travailleurs combattifs, avec des luttes déjà derrière eux, et décidés à ne pas se laisser faire. Ils s'y emploient en tout cas, avec l'aide de militants syndicalistes d'entreprises voisines et la solidarité d'un grand nombre de travailleurs.

Aubervilliers (93)

# UN "ONET"... PAS TRÈS HONNÊTE

Depuis le 8 janvier, les 30 travailleuses et travailleurs d'ONET qui assurent le nettoyage des HLM d'Aubervilliers sont en grève. ONET, grosse entreprise de nettoyage dont le siège est à Marseille, sous-traite de nombreux chantiers d'entretien pour de gros clients dans tout le pays, comme Thomson, l'aéroport de Roissy ou l'hôpital Bichat. Ces clients sont attirés par les conditions, sans doute «intéressantes» qui leur sont offertes mais, derrière le décor, on voit comment ONET s'y prend pour être concurrentielle : réductions de personnel et surcroît de travail pour ceux qui restent, mutations arbitraires et permutations d'un lieu de travail à un autre, à Aubervilliers par exemple.

C'est à la suite de deux licenciements avant Noël que la grève a commencé. Les secteurs de travail ont été réorganisés, ce qui s'est traduit par une charge supplémentaire. En particulier, le nouveau contrat cuvée 1991 oblige les travailleuses à «faire»

les ascenseurs et les entrées tous les jours (au lieu de 3 fois par semaine)... en étant moins nombreuses.

Le coup de colère d'Aubervilliers est également dû aux bas salaires (de 4 200 à 5 000 F) et aux conditions de travail scandaleuses : il n'y a ni coin-repas, ni toilettes ; il faut pique-niquer dans les caves et, raconte une gréviste, «une de nos collègues a même ramené une fois une souris dans son sac !».

Les grévistes s'opposent à tout licenciement, exigent la transformation des contrats temporaires en embauches définitives, la fin des modifications arbitraires des horaires et la suppression des surcharges de travail. Elles revendiquent également une augmentation de 500 F minimum pour tous et pas de salaire inférieur à 6 000 F. La prime annuelle de 2 000 F qui a été supprimée doit être rétablie, la Carte orange de transport remboursée à 50%, avec rattrapage des arriérés, et une prime

de panier de 36 F attribuée.

Des élections de délégués du personnel sont aussi exigées : chez ONET, c'est encore le Moyen-Age !

Tout cela n'a pas semblé émouvoir spécialement le représentant de la direction, venu le 10 janvier de Marseille. Il n'a fait que suggérer intelligemment de... «retourner au Maroc» ! Ce qui n'a fait que renforcer la détermination des grévistes. Par un tract distribué aux locataires et aux gardiens des immeubles, ils ont tout expliqué et rencontré sympathie et soutien. Ils ont aussi obtenu le soutien de l'office HLM et de la mairie d'Aubervilliers.

La grève tient donc bon... et ça se voit ! Elle pourrait même s'étendre à d'autres chantiers où les problèmes sont les mêmes. Villalonga, le patron d'ONET, va devoir se montrer enfin un peu plus «honnête», comme disent les grévistes, s'il veut que ses chantiers ne tombent pas en poussière.

## Bata - Usine de Moussey (57)

# Quand la direction négocie sur les salaires... ce sont les salaires qui sont négociés !

Le gouvernement avait demandé il y a quelques mois aux patrons de négocier sur les bas salaires. Les bas salaires, c'est une spécialité dans l'industrie de la chaussure, et particulièrement à Bata, 1800 salariés près de Lunéville, en majorité des OS.

A Bata, pour les salaires, ce n'est pas compliqué : c'est le SMIC pour tout le monde... et même un peu moins, car il faut payer les engins roulants appelés cars qui nous emportent tous les jours au travail (175 F par mois déduits de la fiche de paye).

Depuis plusieurs mois la direction «négocie» sur les salaires. Et le résultat c'est que ce sont les salaires qui ont été négociés. Nous n'avions déjà ni treizième mois, ni prime de vacances. Voilà que la direction veut

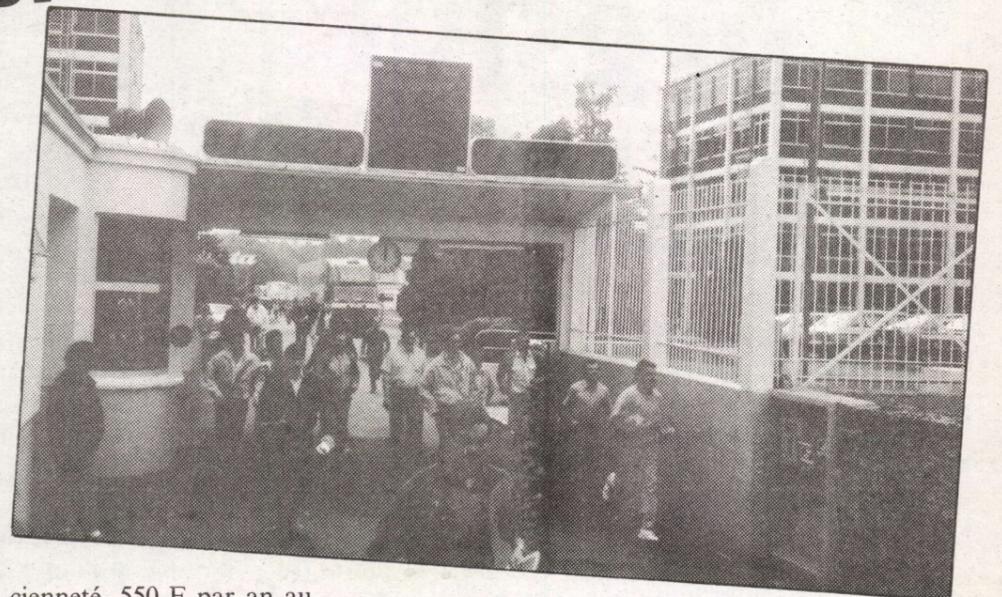
supprimer aussi la prime d'ancienneté (770 F par an au bout de 25 ans... pas de quoi vous donner envie de rester !); la prime d'assiduité (1,20 F par jour !); et baisser la prime annuelle à 2 500 F pour tous (actuellement 3 000 F pour un OS, 3 420 F pour un OHQ).

La direction prétend que la suppression de ces primes ne se traduira pas par une baisse des salaires car, dans le même temps, leurs taux seront augmentés : ainsi pour un OS le taux horaire, pour un rende-

ment de 100 %, passerait de 31,35 F de l'heure à 33,50 F.

Le problème, c'est que faire les 100 % de rendement n'est dans la pratique jamais possible. Car, sans compter les fréquentes pannes de machines ou les problèmes liés aux matières qu'on travaille, les temps sont calculés au plus juste et dans certains ateliers la direction a même déjà commencé à diminuer les tarifs.

Et ce n'est pas l'instauration d'une prime de «fidélité» qui risque de nous alourdir le portefeuille : 100 F par an à un an d'an-



ARC.

cienneté, 550 F par an au bout de 10 ans, et 1 550 F au bout de 30 ans. Décidément la fidélité n'est pas une valeur en hausse !

Pour 1991 la direction annonce donc des salaires toujours plus bas. Son seul rêve serait de pouvoir passer en dessous du SMIC. Le

chef du personnel lui-même s'est permis de le déclarer en affirmant à une réunion - et il y a eu un compte-rendu écrit affiché dans l'usine - que «le SMIC n'est pas un dû». Pour ces messieurs, qui

gagnent de nombreuses fois le SMIC, 4 000 F net par mois c'est trop.

On vous le dit : y'a des coups de pompe qui se perdent !

Correspondant LO

## CHU Brabois (Nancy)

# NOUS AVONS TOUS LE SIDA (Salaire Insuffisant Depuis des Années)

En recevant leur fiche de paye de décembre certaines aides-soignantes (AS) du CHU Brabois de Nancy ont eu un choc : il y avait 11 mois de rappel d'augmentations de salaires, un rappel qui rajoutait de 1967 F à 9 343 F selon l'ancienneté sur la paye.

Il y a deux ans la grève des infirmières avait mis sur le devant de la scène le problème des salaires des hospitaliers. Et les infirmières qui s'étaient massivement mobilisées - bien qu'elles n'aient pas obtenu les 2 000 F qu'elles réclamaient - avaient vu leur fiche de paye augmenter de 400 F à plus de 1 000 F par

mois. C'était là le résultat d'une grève qui avait flanqué une belle trouille au gouvernement à l'époque.

A la suite des infirmières, d'autres catégories ont été revalorisées, comme les laborantines par exemple. Et maintenant c'est au tour des aides-soignantes : elles sont augmentées de 163 F pour un an d'ancienneté, 184 F pour deux ans... jusqu'à 778 F par mois au maximum selon l'ancienneté, avec rappel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Cela n'empêche pas les salaires de rester bien bas, puisqu'une aide-soignante débute à 4 835 F net de base pour finir à 6 310 F. Ceci dit, si elles sont augmentées, c'est quand même une retombée de la grève des infirmières de 1988. Sans elle, leurs salaires n'auraient pas bougé d'un pouce.

Mais si les AS ont obtenu quelque chose, pour les agents des services hospitaliers (ASH) il n'y a rien, absolument rien. Alors que pourtant, AS, ASH, infirmières, nous avons les mêmes horaires, les mêmes contraintes de travail, les mêmes maladies dont nous occuper... et surtout le même blocage des salaires.

Bien sûr, le ministère joue sur le corporatisme et, en saupoudrant les augmentations, en les différenciant selon l'ancienneté, il espère bien diviser tout le personnel. Mais cette augmentation que viennent de recevoir les AS montre à l'évidence que les luttes sont payantes. Et nous sommes un certain nombre à penser que, pour les luttes de demain, c'est une augmentation uniforme, égale pour tous, qu'il faudra revendiquer.

Correspondant LO

## PTT (Paris 9<sup>e</sup>)

# ÉCHEC AU LICENCIEMENT !

Au centre Paris 09 des PTT, l'administration a essayé de licencier un préposé, sous couvert de décision du comité médical, car il ne pouvait plus porter la sacoche.

Ce travailleur était employé au service Allo-Postexpress (service des coursiers rapides de la Poste) depuis 4 ans ; il faisait office de conducteur de travaux à la satisfaction de tous.

En novembre dernier, son responsable lui a annoncé qu'il est en longue maladie... depuis 3 jours. Notre camarade se portait comme un charme, mais il devait rester chez lui en attendant l'avis du comité médical. Lequel a décidé, deux semaines après, qu'il était «inapte à tout emploi dans les PTE» et mis en arrêt maladie pour un an avant réforme, c'est-à-dire «retraite anticipée» à 40 ans avec 2 500 F par mois !

Quand notre camarade a demandé les raisons de cette décision au receveur, celui-ci lui a expliqué qu'il s'agissait de «clarifier sa situation». En effet, préposé, il occupait un poste réservé au service des agents et risquait donc à tout moment de se retrouver à nouveau à porter la sacoche. En un mot, cette mesure était prise pour son bien !

Ce n'est pas ainsi que l'ont compris ses collègues du Allo-Postexpress en tout cas. Car tout le monde s'est rapidement

convaincu (y compris l'encadrement) d'aller, en débrayage, demander des comptes au receveur.

Le receveur de Paris 09 est d'ordinaire quelqu'un de très inaccessible. Eh bien ce jour-là, alors qu'on était partis pour essayer de le coincer, qui a-t-on vu arriver, courant presque et tout à fait ouvert au dialogue ? Le receveur, tout sourire et très pressé d'assurer qu'il n'y était pour rien et qu'il ferait tout pour régler le problème. Il s'est engagé à faire un dossier très favorable à notre collègue dans le cadre de sa demande de contre-expertise médicale.

Deux jours après, notre camarade apprenait que le comité médical le reconvoquait le 9 janvier.

Le nouveau médecin de l'administration qui a vu notre camarade a déclaré qu'il s'agissait «d'un malentendu», qu'il ne comprenait pas la sévérité de la première décision. Et, bien qu'il soit paraît-il impossible de revenir sur une décision de réforme du comité médical, celui-ci a décidé de reclasser notre collègue.

Voilà qui donne des idées sur ce qu'il faut faire en cas de tentative de licenciement pour des raisons soi-disant médicales. C'est dans la joie qu'on a tiré ces conclusions à Allo-Postexpress !

Correspondant LO

SNCF - Dépôt Paris Sud-Ouest

# GRÈVE CONTRE UN LICENCIEMENT



Au dépôt SNCF de Paris Sud-Ouest, il y a un mois, un jeune embauché de l'Atelier arrivé à dix mois de sa période d'essai recevait un avis de la direction lui indiquant qu'il serait licencié si, au bout d'un mois, sa manière de servir n'était pas améliorée. Que lui reprochait la direction ? On peut se le demander puisqu'il n'a jamais eu de remarque sur le travail. Seule hypothèse plausible : la SNCF a tout simplement décidé de mettre ce cheminot à la porte parce que, ayant eu dans l'exercice de son travail un problème de dos, elle a dû le changer de poste.

Toujours est-il que, parmi les sédentaires du

dépôt, ce fut très vite l'indignation quand on apprit la nouvelle. « Si on se met à nous reprocher le manque d'enthousiasme dans le travail, disaient certains, il va falloir nous mettre tous dehors ». Et une première délégation décida de se rendre auprès du chef d'établissement pour lui faire savoir que nous aussi nous l'avertissions qu'il aurait affaire à nous s'il mettait sa menace à exécution. Il était absent ce jour-là.

Devant la menace de licenciement, l'idée vint vite que, tout en nous préparant à réagir par nous-mêmes, il faudrait aller chercher des forces au-delà et, pour inquiéter la direction, s'adresser aux travail-

leurs des autres services du chemin de fer, en premier lieu les conducteurs de train.

Une liaison effective, au jour le jour, entre les sédentaires et les conducteurs, n'existe pas de manière générale dans les dépôts. Des années de politique patronale, mais aussi des années de corporatisme syndical, maintiennent des habitudes où chaque catégorie ignore l'autre. Cela arrange bien sûr la direction, qui a multiplié ces derniers temps sa démagogie vis-à-vis des conducteurs, pour leur donner l'illusion qu'ils sont au-dessus des autres catégories.

Malgré la période des fêtes, un petit groupe d'une

dizaine, notamment des jeunes, entreprit de préparer une intervention auprès des conducteurs. Mardi 8 janvier, une réunion d'une cinquantaine de personnes décida définitivement de l'action, avant la date fatidique du 13 janvier. On alla voir une dernière fois le patron ; une fois encore, il n'était pas là. Il fit proposer par téléphone un rendez-vous pour le lendemain matin 8 h. Il fut décidé de se mettre en grève jusque-là.

Le lendemain de bonne heure, un piquet dynamique d'une quarantaine de personnes était à l'entrée. Une première équipe se fit remarquer en allant diffuser à « la feuille », la prise de

service des conducteurs. Puis, ce fut le rendez-vous avec le patron. Il campa sur ses positions : « Une procédure est en cours... ».

Nous nous sommes donc retrouvés à la salle syndicale, et là, à 70, la grève jusqu'au retrait du licenciement fut votée. Vote pour : 100 %. Un comité de grève d'une dizaine de membres fut élu. Et commença ensuite l'organisation des équipes de cheminots devant aller en différents points s'adresser aux conducteurs : tout le monde fut volontaire.

C'est à ce moment-là, vers 11 heures, que le patron revint nous chercher. La menace devenant réelle de voir plusieurs

dizaines de cheminots se mettre à circuler en dehors de leur secteur faisait son effet. La procédure de licenciement était abandonnée.

Nous sommes restés en grève jusqu'au lendemain matin. Nous tenions à nous adresser quand même aux conducteurs, contents de voir cette victoire contre la direction. Et nous sommes repassés voir une fois encore le chef d'établissement - cette fois, il était là - pour lui signifier qu'il aurait à nouveau affaire à nous, s'il lui prenait l'envie de manœuvrer à l'occasion de la visite médicale de commissionnement.

Correspondant LO

## FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (BORDEAUX) Encore des augmentations !

Dans plusieurs foyers de jeunes travailleurs de Bordeaux, les loyers et les repas ont augmenté sans que nous ayons été tous prévenus à l'avance. Par exemple, dans un des foyers, le foyer Genilor, le directeur a justifié l'augmentation qui a eu lieu en décembre en nous disant que c'était pour notre bien, que cela nous permettrait de profiter de la réactualisation des allocations logement dès janvier !

Ces augmentations vont de 40 F à 70 F, ce qui est considérable. Or on sait que les foyers reçoivent des subventions de la CAF, des mairies, de la DDASS, etc.

Alors, que les directions qui se vantent tant de faire du social trouvent donc des subventions, au lieu d'aller au plus facile, c'est-à-dire, de nous faire les poches !

## A la SNCF, être licencié, c'est possible

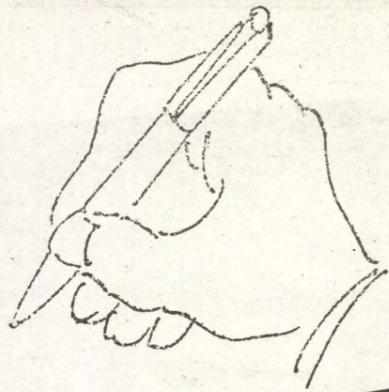
Si, pour la galerie, la SNCF se donne l'image d'une entreprise qui assure la garantie de l'emploi à son personnel, la réalité est sensiblement différente.

Comme dans toutes les entreprises, une certaine précarisation de l'emploi existe, depuis les agents contractuels ou auxiliaires, au nombre de 11 000, jusqu'aux agents à contrat à durée déterminée, près de 2 000.

Et le personnel admis au « cadre permanent », qui bénéficie du « statut de cheminot », bénéficie aussi de certains articles peu reluisants que la direction a prévus. C'est ainsi qu'il y a annuellement près de 1 700 licenciements à la SNCF. La plus grande partie se fait sous forme de « mise à la réforme » pour raison médicale. La SNCF n'hésite pas à utiliser les services d'un certain nombre de

médecins agréés SNCF pour cela. Les autres se partagent entre des « licenciements pour cause économique », des mises à la retraite d'office, ou des révocations pures et simples pour motif disciplinaire.

Alors, pour les cheminots comme pour tous les travailleurs, la seule garantie d'emploi, c'est leur union et leur mobilisation.



## La lutte paie

Chers camarades,

En ces fêtes de fin d'année, les grands magasins ont fait de juteux bénéfices. Pourtant ceux qui sont chargés d'approvisionner ces magasins connaissent, eux, des fins de mois difficiles. Je voudrais vous informer d'un conflit qui a débuté début novembre à la Samada, conflit dont les médias n'ont pratiquement pas parlé.

La Samada est une société de services internes du groupe Galeries Lafayette (à qui appartiennent entre autres Monoprix, Uniprix et Inno).

Cette société s'occupe des entrepôts de Thiais et Rungis, où sont stockées les marchandises, et de leur livraison dans tous les magasins de France. Elle emploie 757 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 893 millions de francs.

Pourtant les salaires y sont bas : la plus grande partie du personnel touche le SMIC et jusqu'en août dernier certains travailleurs ayant 20 ans d'ancienneté ou plus touchaient encore un complément pour atteindre le SMIC ! Aussi le 9 novembre la grève a été déclenchée, avec occupation des entrepôts de Thiais et de Rungis pour :

- une augmentation de 500 F,

- le paiement des heures supplémentaires et des primes de panier ;

- l'amélioration des conditions de travail, notamment la distribution des vêtements d'hiver.

La direction a répondu à la demande de négociations par l'envoi de lettres de licenciement et l'assignation devant les tribunaux de 44 grévistes. Cela n'étant pas suffisant à entamer la détermination des grévistes, elle a fait intervenir les CRS le jeudi 6 décembre contre les travailleurs qui occupaient les entrepôts de Thiais.

Cependant, après 39 jours de conflit, elle a dû céder. Le 17 décembre elle accordait une augmentation allant de 250 à 620 F (les travailleurs du Centre de frais ayant obtenu 2 échelons de plus).

Comme quoi c'est dur parfois, mais la lutte paie !

Avec toute ma sympathie.

L.M. (Paris)

## "L'armée a besoin de toi"

Ayant 23 ans et étant étudiant, je bénéficiais d'un sursis supplémentaire jusqu'en août 1991. Mais fin décembre, l'Armée me convoquait, prétextant que je n'avais pas rempli les formalités nécessaires à l'obtention de la deuxième partie de mon sursis, de février à août 1991. C'était faux, j'étais parfaitement en règle et l'administration militaire me dit qu'elle avait fait une erreur.

Quatre jours plus tard, nouveau rappel : l'administration revenait sur ce qu'elle avait dit et affirmait que je n'avais pas rempli ma demande et que j'étais incorporable le 1<sup>er</sup> février 1991. Au bureau du service national, dix autres jeunes avaient été convoqués le même jour, en même temps que moi, sous le même prétexte. Et dans ma fac, j'ai eu connaissance de neuf autres cas.

L'administration militaire dit ne pas avoir pris de décision définitive et qu'une commission examinera nos dossiers. Cela ne trompe personne ; tous les jeunes concernés, qui étaient en règle, ont bien l'impression que, vu la crise du Golfe, toute cette histoire a été montée pour avoir du monde sous la main au cas où...

Mitterrand a promis de ne pas mobiliser le contingent, mais on sait ce que valent les discours officiels...

Un lecteur étudiant

## Un magistrat

## de choc

*La lecture de l'édition colmarienne de L'Alsace du 7 décembre 1990 est particulièrement édifiante quant à un certain état d'esprit régnant dans certaines sphères de la magistrature.*

*Lors de l'audience du 6 décembre 1990 du tribunal de grande instance, est jugé un citoyen prénommé Mohamed, coutumier de la conduite en état d'ivresse et accusé de s'être rebellé contre un policier. Le journaliste révèle que, «particulièrement excédé» lors de l'audience, le président du tribunal a lancé : «Y en a assez, on frappe, on casse, ça ne peut pas durer». Et de poursuivre : «Plus tard (...) le président a même déclaré sèchement : «Force doit rester à la loi. Dans les mêmes circonstances, les gendarmes auraient même pu ouvrir le feu».*

*L'on sait depuis La Fontaine que, selon que l'on est puissant ou misérable, les jugements de cour vous feront blanc ou noir ! Il est bien évident que, dans la France de 1991, il vaut mieux être col blanc passé maître ès-fausse factures que pauvre et prénommé Mohamed !*

*Que la justice se montre infiniment plus clément envers le premier que le second est malheureusement beaucoup trop fréquent ! Ce qui est plus surprenant et assez inquiétant c'est qu'avec indécence et impudence certains magistrats n'hésitent pas à afficher une idéologie ultra-sécuritaire et profondément réactionnaire. En l'occurrence cela revient à couvrir par avance de trop possibles bavures policières.*

Un lecteur de Colmar

Des dates à retenir :

## FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

- À LILLE : Samedi 2 février, à partir de 17 heures, Palais Rameau.

- À GRENOBLE : Samedi 2 février, à partir de 15 heures et en soirée, Salle polyvalente du Centre culturel J.-J. Rousseau, SEYSSINET (parking de la Fauconnière).

- À CREIL : Dimanche 27 janvier, de 11 heures à 20 heures, Salle Georges Brassens, VILLERS-ST-PAUL.

### LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

### ABONNEMENTS

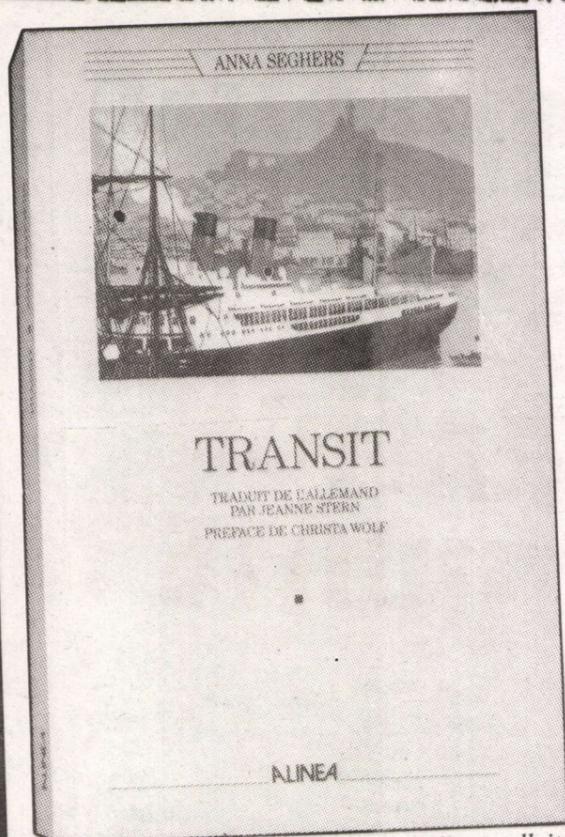
- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire : France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.  
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste : France, 1 an : 80 F. Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.  
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL ET VILLE : .....  
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....  
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : .....  
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

# "Transit"

## d'Anna Seghers



Le héros est un jeune ouvrier allemand qui a fui le camp où il était interné en Allemagne, après avoir dans un geste de colère balancé son poing à la figure d'un SS. Derechef interné en France en mai 1940, il fait le mur. L'armée française est en pleine débâcle et il est rattrapé par l'avance des colonnes blindées allemandes, comme bien des fugitifs qui s'écrasent sur les routes en direction du sud. Comme beaucoup, il ne lui reste plus qu'à tenter de rentrer à Paris où des amis le planquent et l'aident à fuir de nouveau à Marseille. C'est là que commence le récit hallucinant d'une longue fuite : «*Tout le monde était en fuite, tout n'était que passer, mais nous ne savions pas encore si cet état de*

*choses allait durer jusqu'au lendemain ou encore quelques semaines ou même notre vie entière.*»

Mais chaque ville, chaque route est un piège car «*une infatigable cohorte de fonctionnaires rôdait jour et nuit par voies et chemins, comme des racleurs de la fourrière, pour happer parmi la horde en marche, des gens suspects, pour les renfermer dans les prisons de la ville, d'où on les traînait dans un camp si leur rançon n'était pas là, ou quelque juriste roublard, disposé à partager quelquefois avec le racleur de la fourrière la récompense démesurée que lui valait cette libération.*» C'est l'histoire de cette traque et de la difficile survie quotidienne, et enfin de l'attente à Marseille où

s'entassaient tous ceux qui «*fuyaient tous les périls réels ou imaginaires de ce monde. Mères qui avaient perdu leurs enfants, enfants qui avaient perdu leur mère, résidus des armées décimées, esclaves échappés à leurs chaînes, troupeaux humains chassés de tous les pays et qui arrivaient fatalement à la mer, où ils se précipitaient sur les bateaux pour découvrir de nouveaux pays d'où ils seraient à nouveau chassés, tous fuyaient devant la mort, jusqu'à la mort.*»

Tous n'ont qu'un désir : «*embarquer.*» Mais c'est la course aux papiers, dans un univers administratif absurde, incompréhensible et surtout inhumain. Car il faut un visa pour rester, mais pour l'obtenir

il faut d'abord un visa d'un pays susceptible de vous accueillir. Et pour cela il faut une place sur un bateau. Mais ceux-ci sont si rares et tellement pris d'assaut que les visas se périment et n'ont plus de valeur lorsqu'on décroche par chance un billet pour le Mexique.

Tout cela avec la crainte obsédante d'être de nouveau embarqué par la police ou dénoncé et, faute du visa sauveur, d'être interné par exemple au camp voisin des Milles ou encore au Vernet, d'où toutes démarches sont rendues infiniment plus difficiles.

Et malgré cela, dans cette situation d'attente qui se prolonge, de provisoire qui dure, les réfugiés vivent, font des rencontres, trouvent des sympa-

thies plus ou moins agissantes... parfois là où on ne les attend plus. Des amours naissent, d'autant plus intenses et désespérées.

Une histoire qui fut celle de milliers «d'apatrides» réfugiés, pourchassés, parmi lesquels Anna Seghers elle-même qui elle aussi attendit son visa pour le Mexique où elle ne partit qu'en 1943 avec les siens, elle dont le mari était interné aux Milles.

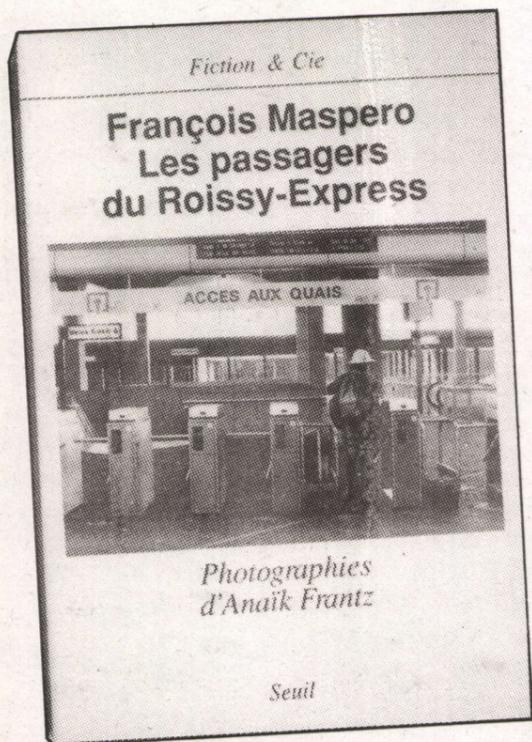
Un très grand roman, heureusement réédité à l'occasion de la sortie du film qu'il a inspiré à René Allio et qui devrait sortir prochainement sur les écrans.

Cécile BERNIER

Transit d'Anna Seghers - éd. Alinéa - 110 F.

## "Les passagers du Roissy-Express"

de François Maspéro et d'Anaïk Frantz



□ Ce livre de l'éditeur d'extrême-gauche François Maspéro nous raconte la banlieue de Paris, d'une manière à la fois simple et originale. Avec la photographe Anaïk Frantz, dont les images illustrent le récit, une page sur deux du livre, il donne à voir la banlieue avec le cœur.

Les deux auteurs ne sont pas partis à l'autre bout du monde, ils ont fait le voyage de la ligne B du RER. Chaque jour, une station. Du nord au sud, de Roissy-en-France, près de l'aéroport, à Saint-Rémy-les-Chevreuse, traversant Paris souterrainement sans s'arrêter, ils ont simplement cherché à jeter un regard neuf sur ce que, comme tant d'autres habitants de la mégapole parisienne ils avaient vu sans voir.

Ils ont trouvé la gare de Sceaux agréablement vieillotte, celle du Parc-des-Expositions «neuve, abîmée et vide». Le quartier de Beau-Sevrans, rose... et

gris, la Butte de Montceuleux avec ses tours ressemble à des tourelles de cuirassé, les pavillons de Villepinte à des cabines de plages. Ils ont pris le thé chez un habitant, rencontré le postier géographe bien connu de Pavillons-sous-Bois, l'animateur, ancien délinquant, du centre culturel de la cité des 4 000 à la Courneuve, et écouté ceux pour qui «ça sort par bouts entiers».

Au gré de leurs découvertes, ils ont aussi cherché l'histoire de ces lieux ; celle du fort d'Aubervilliers pendant la guerre de 1870 et la Commune de Paris de 1871, de la cité toujours habitée de la Muette à Drancy, qui fut finalement assez facilement transformée en camp de concentration par le régime de Pétain. Et pour retrouver l'histoire d'Aubervilliers, François Maspéro fait aussi le portrait - saisissant - d'un de ses maires, Pierre Laval.

C'est l'histoire aussi de toutes ces cités barres ou tours, aux noms évocateurs «les 3 000» ou «les 4 000», parce qu'il y a autant de logements. Bâties pour loger les ouvriers de Citroën ou d'Idéal-Standard, qui vivaient en 1970 encore pour beaucoup dans des bidonvilles, elles sont devenues avec la fin du plein emploi des poches de misère.

Ce n'est pas une thèse de sociologie comme celles auxquelles on peut s'attendre après les récentes explosions de violence dans les banlieues. C'est, avec des mots et des images, ce que les auteurs ont ressenti. Et le courant passe...

Annie DESCHAMPS

Les passagers du Roissy-Express, de François Maspéro et Anaïk Frantz, Ed. du Seuil, 120 F.

Pologne

LE PREMIER GOUVERNEMENT SOUS L'ÉGIDE DE WALESA :

L'ACCÉLÉRATION DE LA CONTINUITÉ ?

■ Le premier gouvernement nommé par Lech Walesa - élu, rappelons-le, président de la République de Pologne le 9 décembre dernier, avec 75 % des suffrages exprimés (mais sur la base d'un taux d'abstentions de 47 % des électeurs inscrits) - vient d'être entériné par le Parlement polonais samedi 12 janvier. Et il faut bien constater que, malgré les vives critiques adressées par Walesa au Premier ministre Mazowiecki au cours de sa campagne électorale, ce nouveau gouvernement s'annonce sous le signe d'une remarquable continuité avec son prédécesseur.



AFP  
Jan Bielecki, le nouveau Premier ministre.

Walesa s'était démarqué du gouvernement Mazowiecki dans le but de récupérer à son profit les ressentiments engendrés par une politique d'austérité aux conséquences dramatiques pour les masses populaires : chute du niveau de vie, extension du chômage... Pour être élu, il n'a pas hésité à promettre la richesse à tous les Polonais, d'autant qu'il lui fallut contrer l'entrée en scène imprévue d'un candidat - Tyminski - encore plus démagogue que lui sur ce terrain.

Le nouveau Premier ministre, Jan Bielecki, un économiste membre du

Congrès Libéral-Démocrate de Gdansk, grand adepte des valeurs de l'économie de marché, a aussitôt lancé aux jeunes Polonais un appel dans le même style : «*Devenez managers, politiciens, instituteurs ! Ouvrez des usines, des fonds de commerce !*». Avec quels moyens ? C'est ce qui reste sans réponse. Dans la même veine, il a promis d'augmenter les subventions accordées aux agriculteurs et de défendre «*la campagne polonaise devant la concurrence malhonnête des produits occidentaux*». Comment ? Il ne le dit pas davantage.

En fait, tout comme Walesa, sur le fond de la politique gouvernementale, Bielecki ne propose pas une politique différente, plus favorable aux travailleurs et aux paysans pauvres que celle qu'a menée pendant plus d'un an le gouvernement de Mazowiecki sous la présidence du général Jaruzelski. Ils ne parlent, au contraire, que de la nécessité de l'accélérer, de la priorité à donner à «*l'accélération de la transition de la Pologne vers l'économie de marché*».

Bielecki a d'ailleurs rendu immédiatement hommage à Mazowiecki et à ses «*réussites*» dans le domaine de la

monnaie et des prix. Et, ce qui souligne plus encore la continuité, 8 des 19 ministres qui composent son gouvernement étaient déjà des membres du gouvernement précédent. Et surtout, il consacre l'homme qui symbolise son programme d'austérité aux yeux des Polonais : Leszek Balcerowicz, lequel est maintenu comme ministre des Finances et avec son rang de vice-Premier ministre.

Ce maintien est significatif à un autre niveau : en fait de priorité, le nouveau gouvernement se trouve devant celle de rassurer les bailleurs de fonds et créanciers occidentaux, les institutions

financières internationales. Le FMI, bien précautionneux, a en effet suspendu les relations avec la Pologne au mois de décembre, histoire de voir venir peut-être. Son directeur aurait même adressé une mise en garde aux autorités polonaises sous le prétexte que, ayant accordé quelques augmentations de salaires avant les élections, elles ne respecteraient plus les critères stricts de «*lutte contre l'inflation*» qui lui sont imposés.

Alors le gouvernement qui a un besoin urgent d'obtenir une réduction de la dette de la Pologne - dont le montant global aurait atteint les 46 milliards de

dollars à la fin décembre - ou tout au moins des facilités de la part du FMI, se trouve en réalité sous la coupe de celui-ci, dans la dépendance de son bon vouloir.

La marge de manœuvre de Walesa est étroite, tout Walesa qu'il soit, et beaucoup dépend pour lui de la confiance que les travailleurs peuvent placer en lui, ou plutôt des illusions qu'ils peuvent encore nourrir à son égard en tant qu'ex-dirigeant ouvrier. Malgré le patronage divin sous lequel il se place, il ne bénéficiera peut-être pas longtemps d'un état de grâce...

Christiane LE GUERN

Maroc

L'ARBITRAIRE EST ROI

En deux jours, le mercredi 9 et le jeudi 10 janvier, près d'une centaine de condamnations ont été prononcées par la cour d'appel de Fès, au Maroc, à l'encontre de personnes arrêtées durant la grève générale du 14 décembre 1990.

Les peines, qui vont de quatre mois à 15 ans de prison ferme - et la presse fait état de plus de vingt condamnations supérieures à trois ans -, attestent de la volonté du gouvernement marocain de faire payer cher le mouvement de révolte à ceux qu'il tient à sa merci dans les prisons et les camps de détention où il

a parqué près de mille personnes arrêtées au cours des manifestations, des pillages et des affrontements avec la police et l'armée.

On s'en souvient, cette grève de la mi-décembre s'était accompagnée, dans les quartiers les plus pauvres de plusieurs grandes villes, en particulier Fès et Tanger, de véritables scènes d'émeutes, de pillages, de mises à sac d'hôtels de luxe. Pour rétablir l'ordre, la police et l'armée avaient impitoyablement massacré sans doute plus d'une cinquantaine de personnes, en blessant plusieurs centaines d'autres.

Aujourd'hui encore, personne ne sait vraiment combien de centaines d'autres sont toujours dans les prisons d'Hassan II, dans l'attente de procès arbitraires, semblables à ceux qui ont commencé à se dérouler.

Condamnés ou non, ces centaines de détenus récents s'entassent aujourd'hui dans les prisons et les camps de détention, aux côtés de milliers d'autres prisonniers de plus longue date, dont beaucoup attendent depuis longtemps d'être jugés, victimes de la répression qui, au Maroc, frappe les opposants, les grévistes, les

militants ouvriers et les contestataires.

Et, bien sûr, on voit une fois de plus les dirigeants occidentaux laisser faire le roi du Maroc et se rendre complices d'un régime dictatorial où la torture est monnaie courante et l'arbitraire la règle. L'amitié entre Hassan II et les puissances occidentales - en particulier la France - est sans doute trop payante pour que l'on prenne le risque de se brouiller pour quelques crimes de plus contre l'humanité.

H.M.